

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2353 - JEUDI 9 JUILLET 2015

Céni

Le déficit
financier plombe
le processus
électoral

Les contraintes liées au financement des élections ne devraient pas exister, selon l'opposition, si le pouvoir en place était animé de volonté politique. Un de ses cadres, Jean Claude Vuemba, estime que le gouvernement est comptable de ne pas avoir exécuté chaque budget annuel tel qu'il avait été voté par le Parlement.

Et de faire remarquer que seulement 17% dans les exercices budgétaires 2012, 2013, 2014 et le premier trimestre 2015 (équivalant à 123 milliards FC sur les 714 milliards prévus pour le financement des élections), ont été décaissés au profit de la Céni.

Cette dernière peine, de ce fait, à réunir ce qui lui est dû mettant ainsi en mal l'ensemble du processus électoral dont le financement, initialement fixé à 1,2 milliard de dollars, a été ramené à hauteur de 900 millions de dollars.

Page 12



Ambiance dans un bureau de vote

MOBILE BANKING

La BCC favorable à une
utilisation à grande échelle

Deogratias Mutombo, Gouverneur de la Banque Centrale du Congo

Le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Deogratias Mutombo Mwana Nyembo, a assisté, hier, au lancement officiel de «Pepele Mobile», le dernier-né des produits de la Trust Merchant Bank (TMB), l'une des principales banques du pays.

Au regard de l'évolution positive des paramètres-clés du système bancaire, la BCC a estimé que le grand défi pour les banques et institutions de micro-finance est d'arriver à faire des dix millions d'abonnés des réseaux de téléphonie mobile leurs futurs clients. Une vision largement partagée dans le secteur bancaire tend à s'interroger aujourd'hui sur la nécessité de réinventer la banque en RDC. Et «Pepele Mobile» est à inclure dans cette dynamique d'innovation si l'on prend en compte certaines de ses caractéristiques comme la possibilité d'utiliser plusieurs devises, langues et canaux.

Page 12

CÉLÉBRATION

La Fondation Hironnelle fête
ses vingt ans en toute convivialité

Organisée le 3 juillet dans les jardins de la Halle de la Gombe autour de la troisième édition de « *Tous les espoirs du Congo. Les soirées Networking* », la solennité marquant les deux décennies de la présence de la fondation Hironnelle en RDC s'est déroulée entre dégustation et performance artistique sous un fond musical varié alimenté par des jeunes artistes.

Il n'y avait pas que la musique d'Eloko-makasi Production pour enchanter les

invités. Le slam était au rendez-vous avec Yekima de Bel'art. Les coups de pinceaux des peintres se partageaient quelques fois la vedette avec le coup de crayon du caricaturiste et bédéiste Thembo Kash. Hôtes de la soirée, la Fondation Hironnelle et l'Ambassade de Suisse ont réservé un bel accueil à leurs nombreux convives parmi lesquels se comptaient plusieurs officiels.

Page 12

FOOTBALL

L'Assemblée générale de la Linafoot
reportée à une date ultérieure

L'Assemblée générale de la Ligue nationale de football (Linafoot) ne se tiendra plus le lundi 27 juillet 2015 comme initialement annoncée dans la presse. Cette instance sub-déléguée de la Fédération congolaise de football association (Fécifa) ayant dans ses attributions la charge d'organiser le championnat national de football - Division 1 - a reporté la tenue de ses assises à une date ultérieure. La décision vient en fait de la Fécifa, apparemment sur instruction des institutions sécuritaires du pays.

Il est demandé à la Linafoot de procéder d'abord à l'évaluation de la saison sportive 2014-2015 et ensuite d'organiser un « séminaire axé essentiellement sur la sécurité ». Les décisions issues dudit forum seront de stricte application par toutes les entités sportives sub-déléguées et par les clubs qui leur sont affiliés.

Page 13

ÉDITORIAL

Pendules

Les pendules gouvernementales ayant été mises à l'heure, mardi, entre le Congo et la France voyons si, d'une part, les médias français vont enfin donner la priorité aux faits et non à des interprétations plus ou moins hasardeuses de ces mêmes faits dans leur narration du quotidien de cette partie de l'Afrique et si, d'autre part, l'opposition congolaise radicale cessera de manœuvrer à Paris contre les autorités de notre pays en distillant de fausses rumeurs sur ce qui s'y passe.

À la veille de l'ouverture du Dialogue national, dont Denis Sassou N'Guesso a expliqué les raisons d'être à François Hollande, ce double mouvement serait tout à la fois honnête et logique : honnête parce que conforme à une réalité que les groupes de pression à la manœuvre en France n'ont pas cessé de déformer au cours des derniers mois pour des raisons basées sur des raisons politiques, logique parce qu'il permettrait à ces acteurs de regagner la crédibilité qu'ils ont perdu en déformant systématiquement la réalité.

Ne rêvons cependant pas, la campagne de désinformation conduite hors de nos frontières ne s'arrêtera pas du jour au lendemain. Parce qu'elle visait à distendre les relations existant entre la France et le Congo, elle ne prendra fin que lentement, progressivement, à petits pas. Sauf, bien évidemment, si les autorités de notre pays mettent sur pied un plan d'action qui leur permette d'informer de façon précise et continue le monde extérieur sur ce qu'elles entreprennent dans le but de consolider les fondements de la jeune démocratie dont elles ont la charge.

Dans un pareil contexte, l'on ne saurait trop conseiller à celles et ceux qui doivent mener à bien cette mission stratégique entre toutes d'observer ce que font nombre de nations émergentes pour mettre en avant leurs actions et se défendre contre les agressions politiques ou médiatiques dont elles sont l'objet.

Ils verront alors qu'une utilisation rationnelle et pondérée des grands moyens de communication moderne peut leur donner toute latitude de répondre, comme il convient, aux campagnes de dénigrement dont le Congo est la cible. Alors qu'il s'engage dans le processus de modernisation de ses institutions, le Congo ferait bien de se convaincre sans plus attendre que le moment est venu de défendre avec vigueur ses positions et ses convictions.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Denis Christel Sassou N'Guesso définit les contours d'une nouvelle République

Le parrain de la Dynamique pour la nouvelle République (DNR), a circonscrit, le 4 juillet à Dolisie, lors du méga meeting, les problématiques devant être inscrites dans la nouvelle Constitution.

position et les opportunités électoralistes. Je ne suis pas dupe et je sais que plus approcheront les échéances décisives dans notre vie

En effet, la nouvelle République devrait, entre autres, réfléchir sur la place à donner aux femmes au sein des organes de décision du pays, ainsi que des mécanismes permettant de renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par le Parlement et les organes judiciaires. La nouvelle loi fondamentale devrait aussi permettre de revoir de fond en comble les dispositifs juridiques, financiers et décisionnels de la décentralisation territoriale et administrative. « *Comment redonner plus de force à nos valeurs africaines, traditionnelles, qui ont tendance à se perdre à l'instar de la solidarité, l'entraide, l'unité familiale ou le respect dû par les plus jeunes à leurs aînés ? ; Comment mieux lutter contre toutes ces antivaleurs que sont la fraude, la corruption ?* », s'est interrogé Denis Christel Sassou N'Guesso, prêchant les valeurs de paix et d'unité dans le Niari.

Il s'est enfin questionné s'il faudrait créer et inscrire dans la Constitu-



Denis Christel Sassou N'Guesso entouré des autorités locales et des membres de la DNR; crédit photo Adiac

tion le statut d'anciens chefs d'État ou bien introduire un pourcentage de représentation féminine au sein des deux chambres du Parlement. « *Voilà le sens que je donne à la nouvelle République dont vous voulez signer l'acte de naissance. Cette œuvre nationale qui doit transcender les partis politiques, les rivalités entre majorité et op-*

politique, plus ces règles de courtoisie républicaine élémentaire et de patriotisme raisonné seront bafouées. Mais, sans valeurs, ni principes, il ne peut y avoir de politique digne de ce nom. Préservons, chérissons et défendons la paix et notre pays à tous », a conseillé le parrain de la DNR.

Parfait Wilfried Douniama

VIE DES PARTIS

Le CPR se structure dans les Plateaux

Après le département de la Bouenza, le Club perspectives et réalités (CPR) a poursuivi la mise en place de ses organes dirigeants le 05 juillet à Djambala. Le bureau du CPR du département des plateaux a été ainsi installé en présence du président du parti, Aimé Hydevvert Mouagni.

Dès son arrivée à Djambala, le président du CPR a d'abord rendu une visite de courtoisie aux notables du département, qui lui ont souhaité la bienvenue dans la localité avant de s'adresser à ses militants.

Dans son propos, Aimé Hydevvert Mouagni, comme dans la Bouenza, est revenu sur le message de paix, de l'unité nationale, du refus du repli identitaire, de la violence et bien d'autres antivaleurs qui freinent l'avancée du pays.

Parlant du dialogue national inclusif annoncé par le chef de l'État, ce dernier a déclaré que celui-ci est une bonne chose, « *car il nous permettra de faire le tour d'horizon de toutes les questions qui se posent dans notre pays et d'y trouver des solutions* ».

Quant à la problématique du changement de la constitution du 20 janvier 2002, Aimé Hydevvert Mouagni a dit

sans détour que l'actuel texte doit être changé non par fantaisie mais plutôt par nécessité, étant donné que celui-ci ne répond plus à certaines exigences. Après quoi, le président du CPR a procédé à la mise en place du bureau de son parti dans les Plateaux. Celui-ci se présente ainsi qu'il suit.

Président : Victor Essie
Vice-président : Germain Ekono
Secrétaire général : Nestor Ovomi
Secrétaire à la mobilisation : Ntsiri Tivo
Secrétaire à l'information : Rock Ebina
Secrétaire chargée des finances : Ernestine Mangoulibi
Secrétaire chargée des affaires sociales : Jorene Mbalanzan
Secrétaire chargé de la culture et art : Sévère Ndouri
Secrétaire chargé de la jeunesse et sport : Wilfrid Ngouoro
Secrétaire chargée des questions du genre : Célestine Bouna
Secrétaire chargé des questions électorales : Patrick Ngouolali
Secrétaire chargé des relations avec les sages : Lech Ntsiba.

Jean Jacques Koumbema

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzou-kouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mazonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DIALOGUE NATIONAL

Laurentine Milongo se dit favorable

Le maire de la communauté urbaine de Boko, Laurentine Milongo, à la tête de la Coalition des associations unies pour la paix et le développement du Congo (Caupdc) s'est dite favorable à l'appel au dialogue formulé par le président de la République Denis Sassou N'Guesso. Dans une déclaration datée du 06 juillet à Brazzaville, le maire de Boko soutient l'attitude patriotique et courageuse du chef de l'Etat, en cette période de crise, soulignant le caractère paternel du président de la République. « Nous irons tous au dialogue sans exclusive, sans préalable et sans à priori, c'est-à-dire au mbongui où



les problèmes se traitent dans la paix, l'amour, la concorde et le pardon de

nos mauvais actes après les avoir confessés », a déclaré Laurentine Milongo avant d'ajouter, « nous mettrons de l'eau dans le vin pour qu'il se consomme aisément sans hoquet ni rejet ».

La coalition des associations que dirige Laurentine Milongo s'est par ailleurs prononcée pour un regroupement des partis politiques en deux classes, à savoir les démocrates d'un côté et les Républicains de l'autre. Ceci, pourrait mettre fin aux phénomènes de régionalisme, d'ethnisme et de tribalisme observés dans le pays, souligne la déclaration de la Caupdc.

Jean Jacques Koubemba

Les partis du centre approuvent la démarche du chef de l'État

La coordination nationale des groupements et partis politiques du centre, avec à sa tête Jean-Michel Bokamba-Yangouma, a publié une déclaration le 08 juillet à Brazzaville. Ces partis saluent la convocation du dialogue national sans exclusive après les consultations politiques tenues du 20 au 30 juin dernier.

C'est dans cette optique qu'elle a répondu favorablement le 06 juillet dernier, à l'appel du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation pour la mise en place du présidium de cette rencontre. La coordination nationale des groupements et partis politiques du centre a cependant attiré l'attention sur

l'existence des groupements fantaisistes qui se réclament du « Centre ». Dans sa vocation de troisième composante politique nationale, le centre a appelé au patriotisme de toutes les forces vives de la nation en vue d'une participation massive et une réussite de ces assises.

J.J.K.

LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ

L'ADC fait un don de matériel aratoire à la jeunesse de Diata

La présidente de l'Association demain le Congo (ADC), également député du quartier 68, dans le sixième arrondissement (Talangaï), Claudia Ikia Sassou N'Guesso a fait, le week-end dernier, un don de matériel aratoire à la jeunesse du quartier Diata, situé à Makélékélé dans le premier arrondissement de Brazzaville.

Ce don était composé, de tricycles pour le ramassage des ordures, de brouettes, de pelles, de machettes et des râtaux sans oublier d'autres objets affectés aux enfants orphelins. Il est destiné à encourager les jeunes brazzavillois à oeuvrer au renforcement de la lutte contre l'insalubrité dans les différents quartiers de la ville capitale. Ceci, afin d'éradiquer tant soit peu, la saleté observée dans nos arrondissements.

« En répondant cette fois-ci à l'invitation des jeunes de Diata, c'est pour moi, un honneur, surtout en ma qualité d'élue de Brazzaville. Car, ce geste témoigne indéniablement ma volonté de soutenir les jeunes désœuvrés », a précisé la présidente de l'Association demain le Congo. Spécifiant le cadre dans lequel ce matériel sera utilisé, Claudia Ikia Sassou N'Guesso a souligné qu'en dotant les jeunes de différents quartiers de Brazzaville en maté-



Un échantillon du don

riel aratoire, sa fondation envisage de créer une journée mensuelle de salubrité et d'assainissement dans les arrondissements de Brazzaville. D'autant plus que, malgré les efforts du gouvernement et des autorités municipales, les problèmes en matière d'assainissement se posent encore avec acuité dans les quartiers.

En outre, pour la présidente de l'ADC, le problème d'assainissement de nos villes ne devrait pas être le seul apanage des autorités municipales, mais devraient intéresser aussi les jeunes. C'est ce qui justifierait, selon elle, l'option prise par son Ong d'inciter les jeunes à aimer la propreté. « La réussite de cette politique d'assainissement nécessite que

les jeunes soient associés. C'est pourquoi, nous demandons leur participation active. Car, les questions de salubrité sont liées à notre santé », a reconnu, Claudia Ikia Sassou N'Guesso avant d'indiquer que cette initiative qui a atteint la troisième phase, a germé à Talangaï, dans le quartier 68 où elle a été élue député.

Par ailleurs, appréciant de son côté, cette initiative jugée salutaire, le représentant des jeunes de Diata a souhaité que ce geste ne soit pas le dernier, espérant que l'initiative soit pérennisée. « Nous sommes très contents de cet acte humanitaire. Car, c'est une manière de nous encourager », a-t-il conclu.

Rock Ngassakys

SNE

Le 42 42, un numéro au service de la population

La Société nationale d'électricité (SNE), vient d'activer un centre d'appel joignable au n° 42 42. Cet outil a pour rôle de recevoir les réclamations des abonnés et d'en apporter les solutions.

« Dorénavant, les clients pourront nous joindre à partir des réseaux téléphoniques pour signaler leurs problèmes. Car, faute d'un numéro pour nous joindre, certains quartiers restent dans l'obscurité pendant longtemps. À partir de maintenant, le numéro est opérationnel », a déclaré le directeur général et président du directoire de la SNE, Jean Louis Kanoha, à l'occasion d'une cérémonie de remise de nouveaux uniformes aux agents commerciaux, le 8 juillet à Brazzaville.

De couleur bleu avec le sigle de la SNE comme sur les précédentes, cette nouvelle tenue a une particularité, à savoir un numéro écrit en gras au dos de la chemise.

« Nous avons ajouté un numéro matricule pour nous identifier entre nous au sein de l'administration et sur le terrain. C'est un numéro unique que nous obtenons dès notre entrée à l'entreprise. C'est pourquoi cette tenue ne peut être prêtée à n'importe qui », a interpellé le directeur général de la SNE. Signalons qu'en dehors de l'uniforme, les agents de cette société ont été dotés d'un badge de service. Félicitant l'administration pour l'initiative, un agent a indiqué que le nouvel uniforme les empêche à compter de maintenant, de commettre les actes frauduleux et d'être plus responsables dans l'exercice de leur profession. Un autre par contre a renchéri en disant : « avec les numéros au dos, nous sommes exposés. Je suis certain que la population pour un rien, est capable d'appeler la direction pour raconter les faussetés sur nous ».

Rappelons que les tenues et badges remis aux agents font parties des missions inscrites dans la stratégie de l'entreprise, adoptée en avril dernier.

Lopelle Mboussa Gassia

LÉKOUMOU

Le chevrotain aquatique menacé

Le Projet d'appui à la loi sur la faune sauvage (Palf) a exprimé son indignation le 07 juillet à Brazzaville. Motif : l'abattage par les braconniers d'un chevrotain aquatique dans la concession forestière de la société Sino congo forêt (Sicofor).

Cet animal fait partie des espèces protégées sur l'annexe III de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites) ratifiée par le Congo. « Il s'agit de la chasse illégale pour la viande de brousse qui s'est passée dans une zone où la chasse est interdite (la concession d'une entreprise forestière qui devrait avoir mis en place des mesures de contrôle de la chasse) mené par les individus sans permis ou papiers pour un but commercial », peut-on lire sur le communiqué.

Pourtant depuis 2006, cette zone est passé comme un projet d'aire protégée, attribuée plus tard aux exploitants forestiers. Néanmoins, un projet de décret de classement de cette zone existe et est en voie d'être validé par le ministre de l'Économie forestière.

Située dans le département de la Lékoumou vers la frontière Congo-Gabon, la concession forestière de la société sino Congo forêt (Sicofor) est riche en faune sauvage. Elle héberge une importante population d'éléphants, de grands singes et d'antilopes de forêt. On y trouve également la faune mammalienne, représentée par les mammifères à travers les familles suivantes : Pongidé, Loxodontidae, Bovidae, Suidae, etc. Le Palf affirme également que cette faune révèle la présence de grands mammifères comme l'éléphant de forêt, le buffle, le chimpanzé, le gorille, le céphalophe de Grimm, l'hippopotame, le léopard et même la présence non confirmée du lion. Rappelons que le chevrotain aquatique, ou biche-cochon, est une espèce de la famille des chevrotains que l'on rencontre en Afrique ou en Asie. C'est un mammifère ruminant de petite taille, sans cornes, caractérisé par deux canines très longues qui, chez les mâles, pendent des deux côtés de la bouche.

Par ailleurs, les trois entreprises notamment la société Sino Congo forêt (Sicofor), Taman Industries Limited (Til) et Asia Congo Industrie Limited (ACI) œuvrent dans l'Unité forestière d'aménagement (Ufa) ainsi que dans l'Unité forestière d'exploitation (Ufe) de la concession forestière de la société sino Congo Forêt (Sicofor).

Fortuné Ibara



FORFAIT ENTRETIEN: VIDANGE ACTROS À 320.000FCFA.

Exigez le meilleur pour votre Actros : pièces d'origine et techniciens qualifiés.

- > Diagnostic électronique niveau 1 gratuit
- > Contrôle et remise à niveau des fluides
- > Filtre à huile, filtre à gasoil, huile moteur



Mercedes-Benz

* Sans rendez-vous, y compris le samedi matin!



TRACTAFRIC MOTORS
Congo

Pointe-Noire
Boulevard du Président M. NGOUABI
B.P. 897 Pointe Noire
Tél : 05 680 86 08 / 05 607 55 01

Brazzaville
113 av Edith Lucie BONGO ONDIMBA
(ex avenue du Port) - Brazzaville
Tél : 05 647 23 74 / 05 709 18 40

rufin.lepembe@tractafricmc.com
www.tractafricmc-congo.com

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

www.adiac-congo.com



**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

**CONTACTEZ
NOUS**

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Quand on parle de solutions africaines aux problèmes africains, malheureusement c'est un beau slogan, mais qui n'est pas suivi d'effet. »

Abdoulaye Bathily, jusqu'ici facilitateur de l'ONU au Burundi, RFI, 07 juillet 2015

« La RDC a besoin d'avoir aussi son premier ancien président en vie. »

Vital Kamerhe, l'un des leaders de l'opposition en RDC, Jeune Afrique, 07 juillet 2015

« La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude car elle ne se suffit pas à elle-même »

Emmanuel Macron, ministre de l'Économie (France), L'EXPRESS.fr, le 08 juillet 2015

« François Hollande... est obligé de mettre un peu d'eau dans son vin démocratique »

Vincent Hugué, journaliste à L'Express, auteur du livre « Afrique : le mirage démocratique » aux éditions du CNRS (2012), RFI, 02 juillet 2015. (À propos de l'Afrique francophone)

« La politique et la stratégie de la guerre ne sont qu'une perpétuelle concurrence entre le bon sens et l'erreur. »

Charles De Gaulle, ancien président de France, www.1001-citations.com

BRAZZAVILLE

Le maire lance l'opération d'assainissement de la ville



Un essai de tractopelle (adiac)

Hugues Nguélondé a remis, le 8 juillet à Brazzaville, du matériel d'assainissement aux administrateurs maires d'arrondissements de Brazzaville.

Le matériel remis constitue la deuxième livraison de la mairie centrale en faveur des mairies d'arrondissements de Brazzaville. Une troisième livraison du matériel d'assainissement est envisagée pour ces arrondissements.

« Les administrateurs maires d'arrondissement de Brazzaville disposent d'un matériel susceptible de permettre à notre ville de vêtir son plus beau manteau de ville propre et réputée verte. La période de saison sèche au cours de laquelle s'effectuent les présentes dotations demeure toujours favorable pour réaliser les opérations d'assainissement », a signifié Jean François Apoko, conseiller à l'urbanisme et aux logements à la mairie centrale.

Outre les préparatifs de la 10ème édition du Fespam et l'hébergement des invités lors des 11ème Jeux africains, ces

tractopelles et motos tricyles serviront à renforcer les capacités d'assainissement de la ville pendant la période des pluies.

Il s'agit notamment pour les maires d'arrondissement de redoubler plus d'ardeur dans la collecte des ordures, l'entassement des déchets solides et le curage des caniveaux.

« Ces précieuses acquisitions sont le résultat de l'effort combiné de la commune de Brazzaville et du gouvernement de la République et de son chef, le président Denis Sassou N'Guesso. Les présentes dotations s'effectuent dans un contexte important, celui de la préparation et de l'hébergement par Brazzaville du Fespam et des 11ème jeux africains », a indiqué Jean François Apoko. « Cette initiative va consolider le travail habituel que nous faisons toujours. Au

trefois, nous avons reçu également des tractopelles. Je pense que cet octroi du matériel d'assainissement devrait nous donner plus de courage de travailler. Il ne faudrait pas que ce matériel soit des monuments mais qu'il soit exploité au bénéfice de nos citoyens », a indiqué Privat Frédéric Ndéket, maire du sixième arrondissement de Brazzaville, qui s'est par ailleurs félicité des travaux d'assainissement de grande envergure amorcés dans sa circonscription administrative. « Actuellement, nous nivelons les rues et avenues secondaires en les débarrassant des troncs de bois, des épaves de voitures, des morceaux de bétons qui font obstruction à la libre circulation. Il s'agit pour nous d'améliorer toutes les voies de circulation en prélude aux Jeux africains qui s'annoncent dans la ville », a précisé Frédéric Privat Ndéket.

Fortuné Ibara

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Techniques de rédaction administrative	4 jours	6 au 9 juillet 2015
Bilan de compétences et plan de carrière	4 jours	13 au 17 juillet 2015
Construire sa stratégie logistique	4 jours	21 au 24 juillet 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	21 au 24 juillet 2015
La gestion de la relation client (GRC ou CRM) : enjeux et fondamentaux	3 jours	28 au 30 juillet 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Une expertise à votre portée

PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME

Un séminaire atelier de validation des études de la première phase du projet s'ouvre à Brazzaville

Ouvert le 8 juillet 2015 à la résidence Elonda, ce séminaire atelier a pour objet d'examiner et valider le rapport des études de diagnostic réalisées par une équipe d'experts internationaux et nationaux conjointement sélectionnée par le ministère du Tourisme et de l'environnement, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et l'Organisation mondiale du Tourisme (OMT).

Initié en 2010, ce projet vise à doter le secteur du Tourisme d'une stratégie de développement à long terme et d'un plan d'actions cohérent en matière de développement durable du tourisme. Il n'a pris réellement corps qu'en 2013 avec l'organisation et la tenue à Brazzaville, les 29 et 30 novembre 2013, du séminaire de validation des termes de référence. Puis s'en est suivi la cérémonie de lancement officiel de ce projet une année après, soit le 29 novembre 2014. Cérémonie patronnée par le ministre du tourisme et de l'environnement, qui a servi d'élément déclencheur pour la phase préparatoire du projet. Les études proprement dites, n'ont démarré qu'en mars 2015 avec le recrutement des experts et la tenue à Brazzaville de l'atelier de son lancement.

Après trois mois de travail ardu et acharné de l'équipe d'experts qui a été engagée à cet effet, ce rapport est soumis aux participants en vue d'être validé en y apportant les amendements éventuels qui s'imposeraient. Les études diagnostiques constituent l'une des étapes importantes de ce projet. Elles permettent de faire l'état des lieux du secteur qui servira de substrat aux orientations stratégiques qui seront proposées par la suite. Décrivant le rapport mis à examen, le coordonnateur national du projet, Antoine Kounkou Kiboulou, a dit que ce rapport est un document de 292 pages, fruit de plus de 100 jours de travail qui a mobilisé 16 experts internationaux



Photo de famille

et nationaux spécialisés dans différents domaines. Ce rapport traite, en 9 chapitres, du contexte général de l'activité touristique, de la problématique liée aux potentialités, à la commercialisation et à la promotion touristiques et enfin des aspects inhérents au transport et à la formation. En bref, le rapport fait l'état des lieux du secteur sous toutes ses composantes. Il est en quelque sorte le bilan de santé qui nous permet de diagnostiquer les maux dont souffre le secteur afin de lui prescrire la thérapie la mieux adaptée. Il convient de souligner que ce rapport n'est que provisoire car il est susceptible d'être enrichi par les contribu-

tions des participants au séminaire.

El Hadj Oumar Diallo, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), a déclaré que ce

prometteuse, un réseau bancaire en plein essor; un système hôtelier florissant, plusieurs sites très singuliers par leur nature, pour ne citer que ces quelques facteurs

nomique du pays et de faire de cette activité un secteur productif capable de servir de levier pour le développement d'une économie congolaise plus diversifiée, génératrice de revenus et d'emplois. La République du Congo détient en effet un potentiel touristique remarquable et exceptionnel et cette étude n'est que l'expression de la volonté du gouvernement de la République du Congo d'affirmer le secteur touristique comme pilier du développement économique.

Ouvrant ce séminaire, le ministre du tourisme et de l'environnement, Josué Rodrigue Ngouonimba, a annoncé que le Congo dispose d'atouts indéniables pour promouvoir un tourisme durable et responsable. La belle illustration, c'est ce projet qui est en cours de réalisation, qui s'inscrit dans le cadre du processus de diversification de l'économie voulu par le président de la République, qui a assigné au secteur du tourisme, dans le cadre de son projet de société « Le Chemin d'Avenir », la mission de créer les conditions propices à l'émergence d'une industrie touristique et des loisirs pour faire de cette activité l'un des secteurs clés. Pour y parvenir, le gouvernement a décidé de doter ce secteur d'une Stratégie nationale assortie d'un plan directeur de développement durable du Tourisme. L'objectif de ce plan stratégique étant d'appuyer la politique du gouvernement dans sa ferme volonté de promouvoir le développement touristique. Ce plan stratégique permettra de baliser la voie à suivre pour propulser l'industrie touristique au Congo.

Notons que les résultats sont attendus pour ce 9 juillet 2015.

Bruno Okokana

seminaire soutient les efforts du gouvernement de la République du Congo dans le développement d'un secteur qui prend de la proportion au niveau mondial, notamment dans un contexte de diversification des économies nationales fragilisées par la commercialisation des produits de rente, qui ne cessent de subir la chute de leurs cours sur le marché international. « *Le Congo est un beau pays, avec une verdure luxuriante, densément arrosé, une façade maritime pourvue de belles plages, une faune abondante et diversifiée, des saisons régulières, des infrastructures de communication en plein développement, une économie*

qui peuvent représenter une source d'incitation à la démarche du gouvernement, soutenue par nos institutions, j'ai parlé de l'élaboration de cette stratégie pour le développement durable du tourisme. C'est donc une étape essentielle que nous allons tous franchir... »

L'OMT par la voix de sa directrice à la coopération, Vanessa Satur, s'est réjouie de la bonne conduite de ce travail collectif aussi de consolidation du partenariat Public-Privé à travers cette collaboration mutuelle. Ce séminaire de validation est l'occasion de rappeler que l'objectif visé étant d'améliorer l'impact de l'industrie touristique dans la croissance éco-



Assurances et Réassurances du Congo

Assurances

- Assurance Incendie
- Assurance Transport
- Assurance Multirisques Habitation
- Assurance Glaces Voiture
- Assurance Responsabilité Civile

Assurances

- Assurance Incendie
- Assurance Construction
- Assurance Industrie
- Assurance Voyage
- Assurance Entreprise

Notre réussite, c'est vos bien-être!!

Agence K17 Avenue Inter-Congo - Tél : +242 33 39 12 88 / 33 39 13 88
 Agence P18 : 123 Avenue Tazenda - Tél : +242 33 39 14 83 / 33 39 15 83
 Email : contact@arccongo.com - www.arccongo.com

Une équipe jeune et dynamique
à l'écoute de vos besoins

COOPÉRATION FINANCIÈRE

Lancement du Cluster Finances AfricaFrance à Paris

À l'occasion des rencontres financières internationales de Paris Europlace qui se tient du 7 au 8 juillet à Paris, l'association AfricaFrance et Paris Europlace ont annoncé le lancement du « Cluster Finances AfricaFrance »

La Banque mondiale (BM) estime à plus de 90 milliards de dollars par an à l'horizon 2020, les besoins de financement en infrastructures générés par la croissance africaine. Ce qui nécessite le développement des appels aux marchés en complément des financements bancaires.

Ce cluster qui doit accompagner le développement de nouveaux modes de financement, vise à constituer un large réseau d'acteurs bancaires et financiers, africains et français, des secteurs privés et publics, en vue de développer des projets partenariaux, indique un communiqué. Il s'agit également de renforcer l'intégration des marchés financiers en Afrique, d'améliorer l'offre de capital humain et de contribuer à accompagner les acteurs financiers africains qui souhaitent développer leurs activités en France/Europe.

Le président de Paris Europlace, Gérard Mestrallet a déclaré que le Cluster Finances AfricaFrance représente une opportunité de dynamiser les relations entre les places financières africaines et françaises et d'accompagner le financement de la croissance de ce continent.

Cinq axes principaux ont été identifiés. À savoir : le développement de l'épargne et la mobilisation en faveur du financement de l'économie et des entreprises ; le développement des nouveaux canaux de financements de marché pour les entreprises ; l'accompagnement de la montée en puissance des besoins en matière d'assurance ; la prise en compte l'intégration des nouvelles technologies dans l'ensemble de l'industrie financière en Afrique ; et le développement des initiatives en matière de formation/recherche en finance. Cinq projets sont annoncés, dont la mise en place d'un observatoire du financement des entreprises ; le lancement du réseau finance AfricaFrance, le réseau franco-africain d'acteurs bancaires et financiers, sociétés cotées, PME de haute technologie ; la création d'un campus digital de la finance dédié à la formation des professionnels de la finance et à l'éducation financière ; la mise en place d'un incubateur de PME financières ; la réalisation d'un rapport sur les perspectives de désintermédiation du financement des entreprises en Afrique.

« Avec le capital humain et les échanges de savoir-faire, l'accès aux financements pour les entreprises, françaises et africaines, constituent l'une des priorités d'AfricaFrance », a déclaré le vice-président d'AfricaFrance, Amadou Kane.

Proposée par un groupe de travail réunissant Hubert Védrine, Lionel Zinsou, Tidjane Thiam, Jean-Michel Severino et Hakim El Karoui, l'association AfricaFrance a été entérinée lors du Sommet Paix et Sécurité de l'Élysée en décembre 2013 puis officiellement lancée en février 2015 lors du Forum franco-africain pour une croissance partagée, par les chefs d'États africains et français.

Noël Ndong

NÉCROLOGIE



Le président du Club Le Confort, Jean Brice Moukouri, informe les membres, amis et connaissances, le décès inopiné de Simplicien Mpo Moandzibi, dit Simplicien Ndzombo le chevalier bleu, survenu le samedi 4 juillet 2015 au CHU de Brazzaville. Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement. Regrets éternel et sincères condoléances à la famille éprouvée.

BURUNDI

L'opposition rejette les résultats des législatives du 29 juin

Le parti de Pierre Nkurunziza a remporté 77 des 100 sièges à l'Assemblée nationale lors des dernières législatives que l'opposition et la société civile ont boycottées. Le mystère reste entier sur la présidentielle prévue dans une semaine.

Malgré le refus par les partis de l'opposition burundaise, la société civile, y compris la majorité de la communauté internationale, de prendre part au processus organisé par le parti au pouvoir, le 29 juin dernier, contre vents et marées, la Commission électorale nationale indépendante (Céni), a tenu les législatives et communales. Les seuls observateurs de l'ONU qui ont suivi le scrutin, l'ont par la suite contesté. Selon les résultats rendus publics mardi par la Céni, le CNDD-FDD au pouvoir et son allié l'Uprona ont raflé 79 sièges contre 21 obtenus par la coalition d'opposition des Indépendants de l'Espoir, menée par les opposants Agathon Rwasa et Charles Nditije, rapporte l'AFP. Pourtant, la coalition avait décidé de boycotter le scrutin, mais la Céni a affirmé « n'avoir jamais reçu de requête formelle demandant le retrait des listes de ses candidats ».

Que dira le nouveau médiateur ?

Mais pour l'opposition burundaise, cette annonce est caduque. « Une chose est sûre: ils ne seront pas nos députés. Ils ne nous représenteront ni aux conseils communaux ni au Parlement. Ils tenteront de représenter leur maître Nkurunziza, mais le pays nous appartient », a déclaré Pacifique Nininahazwe, un des leaders de la société civile et du mouvement populaire anti-troisième mandat de Pierre Nkurunziza.

Le 6 juillet dernier, les dirigeants de la communauté est-africaine (EAC), réunis lors d'un sommet extraordinaire à Dar es Salaam en Tanzanie, ont désigné le chef de l'État ougandais, Yoweri Museveni, médiateur de la crise burundaise, et appelé Bujumbura à reporter la présidentielle prévue le 15 juillet prochain. « Les dirigeants des pays de l'EAC ont demandé que l'élection soit reportée au 30 juillet pour donner le temps au médiateur,

Yoweri Museveni de conduire un dialogue », a déclaré le secrétaire général de l'organisation sous-régionale, Richard Sezibera. Dès à présent, le médiateur international Museveni doit pouvoir tout mettre en action en vue de réunir CNDD-FDD et l'opposition.

Bujumbura veut répondre à l'EAC

Le sommet s'est déroulé en absence du principal intéressé, le président burundais Pierre Nkurunziza qui n'a pas fait le déplacement. Le porte-parole du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba, a indiqué ce mardi à APA que le gouvernement réagira aux recommandations du sommet des chefs d'État de l'EAC après avoir étudié le rapport détaillé de ses envoyés sur les recommandations du sommet.

Le parti au pouvoir a tout de même salué les recommandations du sommet de Dar-es-Salaam, mais émet le doute sur la demande de report de la présidentielle attendue le 15 juillet prochain. Le CNDD-FDD a fait savoir qu'il ne serait pas admissible de « dépasser les dates d'expiration des institutions élues en 2010 », note APA.

Fiacre Kombo

CÔTE D'IVOIRE

D'importants chefs rebelles pro-Ouattara inculpés par la justice

Des chefs rebelles ayant soutenu l'actuel président ivoirien, Alassane Ouattara, lors de la crise post-électorale de 2010-2011 ont été inculpés par la justice ivoirienne.

Selon une source proche du dossier, deux anciens commandants de zone qui occupent actuellement des postes de responsabilité dans les forces de sécurité du pays, notamment Chérif Ousmane et Losséni Fofana, font partie de ces chefs rebelles qui ont été mis en examen dans le cadre de cette affaire. Ces chefs rebelles ont joué un rôle important pendant la crise face aux forces de Laurent Gbagbo. Hormis ces officiers pro-Ouattara, le général Georges Guié Bi Poin, pilier du système sécuritaire de l'ancien président Laurent Gbagbo, fait également partie des inculpés.

Commentant ces inculpations, le président de la Fédération internationale des droits de l'Homme

(Fidh) Patrick Baudouin, a dit qu'elles marquent un rééquilibrage des poursuites. « On se félicite que le président Ouattara ait dit que la justice irait à son terme. Ces inculpations, qui marquent un rééquilibrage des poursuites, donnent un nouvel élan aux enquêtes en cours », a-t-il déclaré. Les responsables de la Fidh n'ont pas caché leur satisfaction à l'annonce de ces inculpations parce que leur organisation, partie civile auprès de certaines victimes, avait à plusieurs reprises déploré une partialité de la justice ivoirienne dans cette affaire.

« Tous sont inculpés dans le cadre d'une procédure dont les chefs d'accusation concernent les crimes les plus graves commis pendant la crise », a déclaré Florent Geel responsable Afrique de la (FIDH). Il a évoqué « une vingtaine d'inculpations » comprenant d'anciens

rebelles partisans d'Alassane Ouattara ainsi que d'ex-militaires fidèles à l'ancien chef de l'État Laurent Gbagbo. Répondant à la Fidh, le ministre ivoirien de la Justice a simplement déclaré que « l'inculpation ne veut pas dire culpabilité ». Ces avancées judiciaires en Côte d'Ivoire interviennent à trois mois de la présidentielle d'octobre, dont le chef de l'État sortant, critiqué pour son bilan en termes de justice, est le grand favori.

Frappée par une décennie de crise politico-militaire (2002-2011), la Côte d'Ivoire avait connu cinq mois de violences postélectorales qui en ont constitué l'épilogue. Ces violences nées du refus du président sortant Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite face à son rival Alassane Ouattara à la présidentielle de 2010, avaient fait plus de 3.000 morts, attribués aux deux camps.

Nestor N'Gampoula

SÉNÉGAL

Hissène Habré comparaitra le 20 juillet devant une juridiction spéciale

À quelques jours du procès de l'ancien président tchadien accusé de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et torture, l'ONG Human Rights Watch a diffusé le 8 juillet une nouvelle vidéo intitulée « Face à la justice : Des victimes mènent Hissène Habré à la barre ».

Hissène Habré sera jugé par les Chambres africaines extraordinaires au sein des juridictions sénégalaises. Ces Chambres ont été inaugurées par le Sénégal et l'Union africaine en février 2013 afin de poursuivre « les ou les principaux responsables » des crimes internationaux commis au Tchad entre 1982 et 1990.

L'ancien président Tchadien est accusé de dizaines de milliers d'assassinats politiques et de torture systématique sous son régime entre 1982 et 1990. Avec le procès de His-

sène Habré, pour la première fois, les tribunaux d'un État vont juger l'ex-dirigeant d'un autre État pour des supposées violations des droits humains. Le 25 mars 2015, un tribunal au Tchad a condamné 20 anciens agents de l'appareil répressif du régime de Hissène Habré pour actes de torture et meurtres.

Human Rights Watch a mis en ligne un document intitulé « Questions et réponses ». Il contient des informations concernant l'histoire de cette affaire et des détails au sujet du procès et des Chambres africaines extraordinaires.

« Le procès de Hissène Habré montre qu'il est possible pour des victimes, avec persévérance et volonté, de traduire un dictateur en justice. Ce cas est un signal d'alarme aux tyrans leur rappel-

lant que s'ils commettent des atrocités, ils ne seront jamais hors de portée de leurs victimes », a déclaré Reed Brody, conseiller juridique à Human Rights Watch, qui travaille avec les survivants depuis 1999.

Dans la construction du dossier, l'étape la plus importante contre lui a été la découverte par Human Rights Watch des archives de la police politique de Hissène Habré (la « DDS ») qui rendent compte de façon détaillée des atrocités commises contre les prisonniers.

À partir du 12 juillet déjà, une équipe de Human Rights Watch sera à Dakar, et ce jusqu'à la fin du procès qui devrait durer au moins trois mois. Les dirigeants de l'association de victimes seront également à Dakar avant le début du procès.

Yvette Reine Nzaba

10^e ÉDITION DE LA GLOBAL CONFERENCE

La rupture sociétale se fera grâce aux Tic

Organisée par les ateliers de la Terre, la 10^e édition de la Global Conference s'est ouverte le 6 juillet, à Chantilly, en Picardie, avec pour thème : « Tous acteurs de la rupture ». Sont intervenus : le Co-fondateur des Ateliers de la Terre Eric Bazin ; le Premier ministre béninois Lionel Zinsou, le directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Georges Pompidou (IRI) Bernard Stiegler, le directeur Général de Worldline, Atos (France) Gilles Grapinet, et le président du Conseil économique, social et environnemental, Jean-Paul Delevoye.

Les intervenants ont appelé à la rupture et à une démarche prospective. Ils ont dessiné de nouveaux modèles de société à partir d'un changement structurel pour une réalité nouvelle, en rupture avec les tendances actuelles, soulignant que des initiatives ou des réponses globales ne suffisent plus. Ils ont énuméré un vaste champ des possibles, susceptibles d'infléchir les fonctionnements de notre société, pour démultiplier des initiatives vertueuses et devenir ainsi tous acteurs de la rupture. Ils ont appelé le monde à « se réconcilier à la terre maman, aujourd'hui en danger, et qu'il faut sauver ».

Le numérique participe à la rupture et à une réinvention du mode de vie en Afrique

Le Premier ministre béninois, Lionel Zinsou, a indiqué que

de nouvelles initiatives sont à imaginer, en rassemblant les savoirs. Pour lui, le changement, et notamment le changement climatique, « c'est maintenant ». Il a noté qu'à Copenhague, les pays occidentaux n'ont pas apporté l'aide à l'ajustement climatique destinée aux pays les moins avancés. Pour cela et pour d'autres raisons, « il va falloir une rupture pour trouver des moyens innovants », plus adaptés, à l'échelle du territoire.

Il a cité le cas du Bénin qui connaît des problèmes d'énergie et d'irrigation. « Les technologies nous apportent aujourd'hui des réponses impressionnantes », a-t-il déclaré, grâce à des microcentrales et à des compteurs intelligents. Il a aussi souligné l'esprit de créativité autour de la révolution numérique en Afrique et son leadership dans certains

compartiments des Technologies de l'information et de la communication (TIC), « intelligemment utilisées, idéalement adaptées, renouvelables, et rentables pour l'essentiel ».

Il a pris le cas du secteur de la santé qui pousse à repenser les interventions sanitaires, et des sciences de la terre, notamment dans la diversification des semences, et la maîtrise de la pluviométrie. « Nous avons là des ruptures qui nous obligent à réinventer notre mode de vie en Afrique », a-t-il dit. Selon lui, l'ère du numérique a aussi facilité la transition économique de l'Afrique.

Panorama de la rupture

Les intervenants ont dressé un panorama assez riche de la rupture. Ils sont unanimes que la rupture majeure est dans l'architecture informatique, la connectivité étendue, la connaissance en temps réel de la situation du monde, des objets, des hommes. Ils notent que la soutenabilité digitale peut être une solution à nos problèmes à condition qu'elle soit régulée, respectueuse des libertés des individus, et qu'il faudra qu'elle soit taxée. Ils

ont opté à l'anticipation des gaspillages grâce aux innovations technologiques, pour construire un nouveau modèle de développement.

Ils ont aussi plaidé pour la mutualisation des moyens. Ils ont appelé à la refondation de la légitimité à travers la vérité. Car « si les technologies apportent des réponses à nos questions ce sont aussi des poisons », a déclaré Bernard Stiegler.

Jean Paul Delevoye considère que l'encyclique du pape François pose une question de responsabilité positive et de mutualisation de la société. Il pense qu'il faut mettre en place un processus de redistribution des richesses. Il n'exclut pas des violences lors des ruptures. Mais, il note l'explosion des frontières, grâce ou à cause du numérique, une métamorphose du monde, où plus personne ne maîtrise la circulation des hommes, des idées, des capitaux. Il pense que l'équilibre du monde passera par des intégrations continentales.

Pour lui, il est temps de passer d'une société de la performance à la société spirituelle, de la dignité humaine, où des

notions de convivialité pourront avoir leur place. Le défi du 21^e siècle est, selon lui, celui de l'altérité, et l'autre défi c'est le sens de l'intériorité, « pour que l'homme n'attende pas un nouveau maître ». Il considère la COP21 comme une prise de conscience que l'homme doit plutôt respecter la nature que chercher à la dominer. « La pression technologique doit nous amener à une rupture culturelle », a-t-il regretté.

Pour Bernard Stiegler, l'ignorance tue le collectif et alimente la peur. Le numérique apporte la connaissance, matière première pour plus d'échange, grâce à l'information. Mais l'espace digitale doit être régulée, pour bâtir un monde plus durable. « Il faut donner un statut à la donnée pour après la taxer, et lui donner une dimension réelle, un vrai enjeu pour la société », pense-t-il. « La régulation est une question fondamentale. Il faut inventer la territorialité où les apprenants, transforment leur territoire grâce à une recherche contributive, reconstituant le savoir collectif ».

Noël Ndong

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



OMC / BANQUE MONDIALE

Pour un commerce au service de la lutte contre la pauvreté

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Roberto Azevêdo, et le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim ont cosigné un éditorial à travers lequel ils explorent les voies d'éradication de l'extrême pauvreté dans le monde. « Cinq mesures pour mettre le commerce au service de la lutte contre la pauvreté », c'est l'intitulé du texte que voici :

Ces 25 dernières années, 1 milliard de personnes ont pu sortir de l'extrême pauvreté, réduisant de plus de moitié le nombre de personnes touchées par ce fléau. C'est là un résultat remarquable, mais nous pouvons faire encore mieux. Nous sommes convaincus qu'il est possible d'éradiquer l'extrême pauvreté au cours des 15 prochaines années.

Par le passé, le commerce international, qui a stimulé la croissance économique et amélioré l'accès aux nouvelles technologies et aux innovations, a joué un rôle déterminant dans la réduction de l'extrême pauvreté. Il peut faire de même pour l'avenir. « Plus de 40% des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté se trouvent dans des zones fragiles touchées par des conflits »

Toutefois, si le commerce peut accélérer la croissance économique, les personnes démunies ne tirent pas automatiquement parti des nouvelles possibilités commerciales. Pour beaucoup, les obstacles sont tout simplement trop nombreux pour leur permettre de profiter de l'augmentation des échanges. En raison des inégalités entre les hommes et les femmes, celles-ci font face à diverses contraintes qui limitent leur capacité de participer au commerce.

Les populations pauvres des régions rurales sont souvent éloignées des marchés et n'ont pas accès aux technologies comme les semences et les engrais modernes, qui pourraient leur permettre d'augmenter leurs revenus. En période de ralentissement économique, les travailleurs du secteur informel tombent souvent dans la pauvreté sans bénéficier d'aucun filet de protection

sociale. Et plus de 40% des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté se trouvent dans des zones fragiles touchées par des conflits, ce qui les empêche de profiter des retombées positives du commerce.

Le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce – les plus grandes organisations multilatérales dans les domaines du développement et du commerce – estiment cependant que diverses politiques peuvent aider les pays à faire en sorte que tous les citoyens tirent avantage du commerce, y compris les plus pauvres.

Dans notre rapport conjoint intitulé « The Role of Trade in Ending Poverty » (Le rôle du commerce dans l'éradication de la pauvreté), sorti le 30 juin, nous recommandons cinq mesures de politique que les gouvernements et la communauté internationale devraient envisager pour faire en sorte que le commerce profite davantage aux populations pauvres. Premièrement, réduire les coûts du commerce contribuera à faire en sorte que les producteurs et les consommateurs soient mieux connectés aux marchés mondiaux. Concrètement, par exemple, la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges améliorera l'efficacité et la gouvernance aux frontières et aidera à diminuer les coûts du commerce. Cela fera diminuer les prix pour les consommateurs les plus pauvres et créera des possibilités d'emploi dans les pays en développement.

Booster le commerce intra-africain

En Afrique, 5% seulement des importations de produits alimentaires de base proviennent



Jim Yong Kim

d'autres pays africains, en partie à cause des obstacles au commerce intrarégional. Faciliter le commerce intra-africain permettrait d'augmenter les revenus des agriculteurs pauvres tout en améliorant la sécurité alimentaire.

Deuxièmement, les gouvernements et les institutions multilatérales doivent contribuer au financement de programmes locaux destinés à connecter les entrepreneurs aux marchés. Soutenir les activités des petits commerçants démunis, surtout les femmes, peut accroître les avantages du commerce, en particulier dans les zones rurales. Il s'agit notamment de faire tomber les obstacles internes qui augmentent les coûts pour les producteurs pauvres. Par exemple, notre rapport démontre que le fait d'accroître la concurrence dans le secteur du transport en Afrique de l'Ouest pourrait, en l'espace d'une décennie, faire diminuer de 50% les coûts de transport des produits agricoles. De meilleures informations sur les prix et les conditions du marché pour les producteurs pauvres peuvent aussi jouer un rôle utile. Les bourses de produits agricoles au Kenya et en Éthiopie exploitent l'accès des zones rurales aux services de téléphonie mobile pour fournir aux agriculteurs des informations par SMS au sujet du prix des cultures. Jusqu'à



Roberto Azevêdo,

trois quarts des agriculteurs ont déclaré que cette fonctionnalité les avait aidés à accroître leurs revenus.

Mieux connecter l'Asie du Sud

Troisièmement, le soutien apporté par le gouvernement à diverses politiques complémentaires visant à améliorer la santé, l'éducation et les infrastructures créera les conditions nécessaires pour assurer une plus large participation au système commercial. De grands défis se posent en la matière, et les lacunes au niveau du financement des infrastructures sont importantes. D'après des estimations récentes de la Banque mondiale, l'Asie du Sud nécessite à elle seule des investissements dans l'infrastructure de transport d'un montant compris entre 411 et 691 milliards de dollars (prix 2010) jusqu'en 2020 pour mieux connecter la région.

Quatrièmement, les gouvernements et les organisations doivent améliorer les systèmes de gestion et d'atténuation des risques auxquels les populations pauvres sont exposées. Par exemple, en mettant en place des filets de sécurité sociale adéquats, nous pourrions rendre les populations mieux à même de résister aux chocs externes et de saisir des possibilités d'améliorer leurs conditions de vie. Les politiques

commerciales peuvent également contribuer davantage à la gestion des risques. En Afrique de l'Est, par exemple, la diminution des obstacles au commerce pourrait atténuer les risques que le changement climatique fait peser sur la sécurité alimentaire.

Engager des politiques efficaces à partir des données fiables

Enfin, les gouvernements doivent disposer de données de meilleure qualité. Améliorer la collecte et l'analyse des données permettra aux autorités de concevoir et de mettre en œuvre des politiques efficaces pour maximiser les avantages que procure le commerce. Des méthodes novatrices de collecte de données fournissent de nouveaux moyens d'atteindre directement les plus démunis. Par exemple, des enquêtes pilotes menées par SMS auprès des commerçants pauvres constituent de nouvelles méthodes pour identifier les problèmes de corruption que ceux-ci rencontrent.

Beaucoup d'excellents travaux sont déjà en cours, mais il existe bien d'autres possibilités pour faire en sorte que le commerce soit profitable à tous. Nos organisations unissent leurs efforts pour tirer parti des possibilités commerciales de manière à contribuer au développement économique, surmonter les obstacles qui empêchent les plus pauvres de bénéficier des avantages du commerce, augmenter les niveaux de revenu et améliorer les conditions de vie des populations. Nous nous engageons à conduire une approche plus coordonnée qui permettra à tous de jouir des avantages majeurs du commerce et nous rapprochera de l'objectif historique consistant à éradiquer l'extrême pauvreté en à peine 15 ans.

Roberto Azevêdo
et Jim Yong Kim

OMD

Un sommet mondial dédié à l'éducation pour tous à Oslo en Norvège

Plusieurs dirigeants du monde se sont réunis du 6 au 7 juillet dans la capitale norvégienne, en vue de renforcer le financement national de l'éducation pour tous dans les pays en développement. À cinq mois de l'échéance des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la note du Congo dans ce domaine est satisfaisante.

L'objectif de cette rencontre de haut niveau, à en croire, le président rwandais Paul Kagame et le Premier ministre de la Norvège, Erna Solberg, qui assurent la présidence du groupe de mobilisation pour les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), est de « relancer les

efforts internationaux pour atteindre les nouveaux objectifs de l'ONU en matière de développement ».

L'éducation pour tous est l'un des objectifs majeurs du Millénaire pour le développement selon la feuille de route mondiale. Durant ces cinq dernières années, le Congo a fait un progrès important pour assurer une couverture éducative à toutes les couches de la population nationale, notamment au niveau du fondamental 1 et 2. Le taux d'accès à l'éducation au Congo est supérieur à 90%, selon les chiffres officiels de l'année dernière. Ce résultat surclasse les données du PNUD de 2011, dont le taux d'achèvement

du primaire a atteint 85,32% en 2011, contre 67,65% en 2005.

Cependant, les problèmes liés à la qualité de l'enseignement dans ce pays restent d'actualité et un réel défi à relever dans le futur proche (à savoir, l'agenda post-2015). Selon un dernier rapport de l'ONU sur la qualité de l'éducation au monde, le Congo occupe le 140^e rang sur 187 pays enregistrés. Mais cette remarque ne remet pas en cause les efforts jusque-là abattus par le Gouvernement congolais. Dès lors qu'on sait qu'après la dégradation du système éducatif entre 1990 et 2005, le taux net de scolarisation (TNS) a connu une progression fulgurante « en

passant de 86,8% en 2005 à 89,5% en 2011, soit un gain de 2,7 points pour cette période », selon la même source.

En attendant Addis-Abeba puis New York

L'échéance des OMD2 est prévue pour fin 2015. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a pris part au sommet aux côtés des chefs de gouvernement et des ministres d'une quarantaine de pays, des directeurs d'organisations internationales et des défenseurs mondiaux du droit à l'éducation, a appelé les dirigeants de la planète à tout mettre en œuvre en vue de rattraper les retards constatés. L'ur-

gence, selon Ban Ki-moon, est de faciliter « l'accès universel à l'éducation primaire et la qualité de l'école ».

Outre la mobilisation de ressources, d'autres sujets importants tels que l'éducation des filles, l'éducation lors des crises et des conflits, la qualité et les acquis de l'éducation ont fait l'objet des discussions. Les conclusions d'Oslo seront mises à profit lors de la Conférence internationale sur le financement du développement à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet et du sommet de l'ONU en septembre, où les nouveaux objectifs de développement durable vont être adoptés.

Fiacre Kombo

BANGUI

Les opérations de recensement électoral se poursuivront jusqu'au 18 juillet à Bangui

La date d'enregistrement des électeurs pour les prochaines élections en République centrafricaine prévue du 29 juin au 11 juillet 2015, a été repoussée au 18 juillet prochain.

L'annonce a été faite le lundi 6 juillet dernier par l'Autorité nationale des élections (ANE) dans un communiqué de presse rendu public et signé du président de cette institution, Dieudonné Kombo-Yaya. Les raisons de cette prolongation selon l'ANE, sont « le léger retard accusé dans le démarrage du processus des opérations d'enregistrement des électeurs de la capitale ».

Dans la conclusion du document, l'ANE appelle la population des huit arrondissements de Bangui en âge de voter à se rendre dans les centres d'enregistrement ouverts afin de se faire inscrire sur la liste électorale.

200 jeunes réfléchissent sur les actions à mener après le Forum de paix

Des jeunes venus de Bangui et des autres villes du pays prennent part à un colloque sur la thématique : « le rôle de la jeunesse dans le processus du dialogue pour la paix, la réconciliation et la reconstruction de la Centrafrique ». Une initiative du Réseau des volontaires de la paix (RVP).

Déroulées du 2 au 4 Juillet, ces assises ont permis aux participants de s'engager pleinement dans la mise en application des recommandations du forum de Bangui, d'échanger et d'analyser leurs besoins et souhaits. Père Médard Barwendé Sanzé, coordonnateur dudit colloque, appelle à la participation de tous. Ceci « dans le souci du retour définitif à la paix, à la réconciliation nationale, et en vue de la tenue des prochaines échéances électorales ».

Interrogés, certains participants se disent touchés par cette initiative qui va, non seulement, permettre à la jeunesse d'analyser les recommandations faites lors du dialogue, mais aussi de lancer un appel à l'endroit des autorités pour que les jeunes soient impliqués dans les prises de décision d'intérêt général. Cette rencontre a vu la participation de 200 délégués des associations et organisations des jeunes.

La mutuelle des femmes du 4^e arrondissement veut transformer les déchets solides en produit de valeur

Cette initiative vise à transformer ces objets ramassés, en des sacs, filets, chapeaux etc.

Elles recyclent les sacs en plastique dit déchets solides pour les transformer en produit de valeur. Cette activité consiste à protéger l'environnement, selon ces femmes. Marguerite Service, responsable de l'atelier de fabrication explique comment elles trouvent les matières : « Nous allons sur les poubelles ramasser les déchets solides. Nous les lavons et les transformons en objet de valeur », a-t-elle dit. Elle indique en outre que l'activité les occupe quotidiennement. « Nous faisons cela tous les jours », dit-elle. Notons que la durée de vie des plastiques varie entre 200 à 600 ans. Cette activité vient à point nommé afin d'éradiquer l'insalubrité et la dégradation du sol Centrafricain.

NORD-OUEST

Deux morts et quatre blessés à Baboua dans une attaque attribuée aux hommes armés non identifiés

L'attaque a eu lieu le 3 juillet dernier au village Foro, une localité située à environ 45 kilomètres de la ville de Baboua dans la Nana-Mambéré.

Selon une source de la gendarmerie de la ville de Baboua, « c'est aux environs de dix-huit (18) heures que les malfrats ont tiré sur une voiture en provenance de Garoua-Boulai pour Bangui. Les victimes ont été transférées au centre hospitalier de la ville de Baboua et de Beloko pour recevoir des soins médicaux ».

Pour René Quentin Zemokoa, chef de centre par intérim au centre de santé de la ville de Baboua, «les victimes qui ont été transférées à l'hôpital, une personne présente une situation inquiétante et a été aussitôt évacuée à Bouar, le chef-lieu de la préfecture». Face à cette situation, le sous-préfet de la ville de Baboua a dénoncé un climat d'insécurité délétère dans cette région. Il demande au gouvernement et aux forces internationales de sécuriser cette partie du pays afin de permettre la libre circulation de la population.

Le processus connaît un grand succès dans le 4^e arrondissement de Bangui

Entre le 2 et le 7 juillet, environ 11.000 personnes se sont inscrites dans cet arrondissement de la capitale. Tel n'est pas le cas dans le 6^{ème} durant cette semaine. L'école Ndrès 1 où se trouve un centre d'enregistrement a ouvert ses portes ce mardi 7 juillet tôt le matin. Des soldats onusiens sécurisent les opérations et sont disséminés dans la cour de l'établissement.

Une trentaine de personnes font la queue pour se faire inscrire. À l'entrée de la salle, deux agents recenseurs s'occupent de l'enregistrement. À l'intérieur, un autre agent se charge de filmer et de remettre des documents aux inscrits. La population se dit heureuse de l'acte posé en s'inscrivant. Elle apprécie la qualité du travail fourni par les agents recenseurs.

Par contre, ces derniers déplorent le fait qu'ils n'ont pas un temps de pause alors qu'ils travaillent de 8h à 17h. Contacté par le RJDH, le coordonnateur de l'Autorité nationale électorale (l'ANE) du 4^e arrondissement de la

ville de Bangui, précise que dans son arrondissement, actuellement, il n'y a que douze bureaux d'inscription pour environ 100.000 électeurs attendus.

« À partir du mercredi 8 juillet, le nombre de bureaux sera doublé c'est-à-dire de douze à vingt-quatre. Par ailleurs, depuis le lancement du processus dans le 4^e arrondissement de la ville de Bangui le 2 juillet jusqu'à la date d'hier 6 juillet, onze mille trois cent soixante-quatorze (11.374) personnes se sont déjà inscrites sur la liste électorale », a fait savoir l'ANE chargée du processus électoral.

L'un des arrondissements les plus peuplés de la capitale Bangui, le 6^{ème}, connaît depuis 2 jours, l'enregistrement de la population sur les listes électorales. Du quartier Nzangognan à Fatima en passant par les 92 logements où le RJDH s'est rendu mardi, malgré l'absence des agents de la police de la Minusca sur les lieux, les habitants des quartiers se sont massivement mobilisés.

Notons également que les agents d'enregistrement font face à un afflux considérable des personnes déplacées internes. « Ces personnes sont désormais des habitants à part entière du 6^{ème} arrondissement. Nous sommes tenus de les faire inscrire sur la liste électorale », nous confie un agent recenseur. Pour la journée du lundi 6 juillet, 237 personnes dont 49 femmes se sont inscrites.

SUD-EST

Des hommes armés rodent autour de la ville de Djéma vers Obo

Plusieurs hommes armés ont fait irruption le 4 juillet dernier au village Derbissaka, situé à environ 30 kilomètres de la sous-préfecture de Djéma. D'après certaines sources locales, ces derniers seraient venus livrer des viandes d'éléphants aux habitants en échanges des autres denrées alimentaires et les produits de première nécessité.

L'information est rendue publique lors de la réunion hebdomadaire de sécurité, organisée par la mission onusienne. Une source hu-

manitaire a souligné que la présence des hommes armés inquiète les habitants de la localité. « La population du village Derbissaka a été victime de plusieurs cas d'agressions, de viols et d'enlèvements. Ils ont peur de voir des personnes en arme circuler dans la ville », a-t-elle relevé.

La même source a ajouté qu'aucune force de défense, de maintien de l'ordre et de paix n'est visible dans cette localité. « La présence de ces hommes a été signalée pendant la réunion

hebdomadaire de sécurité, le mercredi dernier. Les autorités communales déplorent la libre circulation des personnes en arme dans les villages », a-t-elle réitéré.

Les habitants des localités situées dans les régions reculées du Haut-Mbomou, ont été régulièrement victimes des exactions, pillages, viols perpétrés par des hommes armés assimilés à des braconniers.

Source : Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'homme

MAG.SY

Immeuble en face du hall des légumes Agri-Congo (derrière la fac de droit, à l'étage). Tél : 05 556 90 64 / 06 937 60 54

Séminaires de formation en transit à Brazzaville et à Pointe-Noire (Durée : 2 semaines)

L'environnement transit - le fret - les incoterms - la déclaration en douane - les régimes douaniers - le calcul de la valeur en douane - les droits et taxes - les régimes douaniers - la procédure de dédouanement.

Brazzaville : 16 Juillet 2015 Cout : 50.000Frs + 1 marker non permanent **(17h-20h)**
Pointe- Noire : 25 Aout 2015 Cout : 65.000Frs + 1 marker non permanent

Séminaires de formation en Logistique à Brazzaville et à Pointe-Noire (Durée : 2 semaines)

Approvisionnement-Gestion des stocks-Transport -Incoterms-Assurance

Pointe- Noire : 31 Juillet 2015 ; Brazzaville : 16 Sept. 2015 Cout : 50.000Frs + 1 M. **(17h-20h)**

MAG.SYS P/Noire : Immeuble bat-services à 3 niveaux, situé à 80 m de la station à essence du pont fous CNCS- MBOTA, en allant vers Mbota, là où se trouve le VIP "le Kremlin".



SAMUEL KIDIBA

«L'EPA va continuer à appuyer des projets culturels au Congo »

L'ancien directeur général du patrimoine et des archives au ministère de la Culture et des arts occupe depuis le mois de janvier dernier le poste de directeur de l'Ecole du patrimoine africain (EPA). Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, Samuel Kidiba présente cette école panafricaine qui ne manque pas de projets pour le Congo.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Pouvez-vous nous présenter brièvement l'institution que vous dirigez actuellement au Bénin? Samuel KIDIBA (SK) :

L'Ecole du patrimoine africain est un établissement universitaire à caractère régional spécialisé dans la conservation et la médiation du patrimoine culturel africain. Elle a été créée en 1998 par l'ICCROM, le Centre d'études International pour la conservation et la restauration des biens culturels, basé à Rome en Italie, et l'Université d'Abomey-Calavi, la première et plus grande université du Bénin. L'Ecole a le statut d'organisation internationale au Bénin depuis le 14 mai 2009 et a été reconnue comme une institution à vocation panafricaine depuis le 31 janvier 2015 par l'Union

africaine. J'en suis le troisième directeur. La mission de l'EPA est de contribuer au développement socio-économique des pays et peuples africains, à travers la conservation et la valorisation de leurs patrimoines culturels.

LDB : Quelles sont les actions que mène l'EPA ?

SK : Pour atteindre ses objectifs, l'EPA fait de la formation de professionnels du patrimoine, de l'éducation au patrimoine. Elle propose son expertise et son assistance dans les projets de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine pour le développement durable, l'édition d'ouvrages spécialisés, etc. Il est important d'ajouter que si au départ la zone de couverture de l'Ecole comprenait 26 pays francophones, lusophones

et hispanophones au sud du Sahara, depuis, janvier dernier son champ s'est élargi à l'ensemble du continent et à la diaspora (6e région africaine). L'Ecole dispense des formations diplômantes notamment une Licence professionnelle en sauvegarde et valorisation du patrimoine et une Licence professionnelle en conception et mise en œuvre de projets culturels. Elle se prépare à délivrer dans un proche avenir, des Masters. Mais elle organise surtout beaucoup de formations continues à l'intention des professionnels sur le patrimoine immobilier, le patrimoine naturel, le patrimoine mobilier ou encore le patrimoine immatériel.

LDB : Quelle est votre vision pour cette école et quelles sont les actions qu'elle a déjà menées au Congo ?

SK : Ma vision est de mettre l'EPA au service d'un véritable développement africain, en redorant son aura dans le partage des offres culturelles, en mettant en place un véritable projet d'intégration régionale à visage culturel et une stratégie simple de levée de fonds, prioritairement dans la zone géographique où elle intervient. L'EPA joue un grand rôle en Afrique et à ce titre, elle a déjà organisé plusieurs activités au Congo, tant à Brazzaville qu'à Pointe Noire. Elle a surtout contribué à former plusieurs cadres et professionnels du patrimoine congolais. Les actions de l'EPA sont nombreuses et on ne peut toutes les citer ici.

Toutefois, il faut signaler que l'EPA est partenaire technique dans le noble projet de réhabilitation du musée Mâ Loango à Pointe - Noire par Total E&P.

LDB: En tant que nouveau directeur de l'EPA, quelle contribution vous-même et votre institution, pouvez apporter à la République du Congo ?

SK : L'EPA travaille déjà et va continuer à travailler avec le Gouvernement du Congo Brazzaville, notamment sur le projet de valorisation de l'ancien port d'embarquement des esclaves à Loango qui est un projet cher au président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Ensuite, il y a le classement sur la liste du patrimoine mondial de la Cité royale de Mbé et bien d'autres, mais nous allons surtout appuyer le Gouvernement dans le classement de la danse initiatique Kiébé-Kiébé qui est aussi un projet porté par le président de la République. La liste n'est pas exhaustive. Bref, l'EPA reste ouverte et disponible à travailler et à appuyer le Congo, le ministère de la Culture et des arts, les associations, ONG et autres organisations qui œuvrent dans son champ d'action.

LDB : Vous êtes gestionnaire du patrimoine culturel et muséologue, diplômé de l'université Senghor d'Alexandrie, avec une riche expérience professionnelle, puisqu'ayant également dirigé l'Ecole de peinture de Poto-Poto. Qu'est-ce que vous pouvez

dire, en conclusion, sur le patrimoine congolais ?

SK : Le Congo Brazzaville est un pays aux potentialités culturelles très riches. Chaque département a un site naturel ou culturel, une pratique culturelle matérielle ou immatérielle, un vestige centenaire, des écrivains et j'en oublie. Pour cette raison, au moment où l'on parle d'industrialisation du pays, d'investissement après pétrole, le patrimoine culturel est l'une de portes de sortie que l'Etat a le devoir de valoriser. De nombreux gouvernements du continent africain l'ont compris et appliquent la politique d'un vrai développement culturel durable. Les pratiques culturelles peuvent drainer des flux touristiques, favoriser une industrie culturelle, générer des emplois, favoriser la cohésion entre habitants du même pays et, favoriser, au-delà, la véritable intégration africaine qui brise les frontières coloniales. Une intégration qui commence par remettre en cause la méfiance entre les filles et fils d'une même patrie et qui ont en partage une même histoire, une même culture millénaire. Voilà la voie à suivre pour un Congo du développement, et c'est tout comme cette Afrique de 2063 du rêve porté par l'Union Africaine. L'Ecole du patrimoine africain est désormais ce bras technique disposé à appuyer tous les pays du continent dans leurs projets de développement culturel.

Propos recueillis par Fiacre Kombo



Séminaires locaux & internationaux de formation

Trainis: Créateur de performance, accélérateur de carrière !

Module	Date de session	Lieu	Durée	Horaires
Excel avancé	13 - 18 juillet 2015	Brazzaville	6 jours	08h00 - 14h00
Anglais intensif, niveau 1	13 juillet - 07 août 2015	Brazzaville	20 jours	14h00 - 18h00
Supply Chain Management : tableau de bord du service achat	20 - 24 juillet 2015	Pointe Noire	5 jours	14h00 - 18h00
MS Project 2010 (Planification, gestion de projet)	27 juillet - 01 août 2015	Brazzaville	6 jours	14h00 - 18h00
Supply Chain Management : tableau de bord des services généraux	10 - 14 août 2015	Pointe Noire	5 jours	08h00 - 14h00

CÉNI

Le déficit financier plombe le processus électoral

Entretemps, l'opposition dénonce un manque de volonté politique du pouvoir d'organiser les élections.

« Il n'y a pas d'argent pour financer les élections ». Cette rengaine ressassée ces derniers temps dans les cercles politiques est de plus en plus battue en brèche par certains analystes qui considèrent qu'en amont, il y a un manque de volonté politique d'aller aux élections. Une conviction partagée par plusieurs ténors de l'opposition au regard des attermoissements qui caractérisent le processus de décaissement annuel des fonds au profit de la Ceni. Les 200 millions de dollars pourtant consacrés dans les prévisions budgétaires depuis 2002 et censés tomber chaque année dans l'escarcelle de l'institution électorale, sont difficilement décaissés.

Très révolté contre cette attitude consistant à financer au compte goutte le processus électoral au grand dam de la Ceni, le président national du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR) fait remarquer que de 2012 à ce jour, seulement 17% des fonds prévus ont été effectivement décaissés, en ce compris le premier trimestre 2015. Ce qui équivaut à 123 milliards de FC sur les 714 milliards attendus. La Ceni peine à réunir ce qui lui est dû mettant ainsi en mal l'en-

semble du processus électoral dont le financement, initialement fixé à 1,2 milliards de dollars, a été ramené à hauteur de 900 millions de dollars. « Le gouvernement est comptable de ne pas avoir exécuté chaque budget annuel tel qu'il avait été prévu par le Parlement », s'est enquis Jean Claude Vuemba qui ne s'explique pas, par ailleurs, les dépassements budgétaires décriés dans certaines institutions oscillant autour de 169% et 208% alors que le pays est censé économiser ses ressources en prévision des échéances électorales. La persistance des déficits chroniques dans les lignes budgétaires de la Ceni depuis 2002 laisse penser qu'il y a anguille sous roche. Bien plus, font remarquer certains analystes, le financement des projets hors budget et non autorisés par le Parlement (cas de l'hôtel du gouvernement et du parc agro industriel de Bukanga Lonzo) laisse entrevoir le peu d'intérêt accordé aux questions électorales. En fait, estime-t-on dans les milieux de l'opposition, le manque d'argent évoqué comme alibi pour se soustraire des engagements électoraux serait un faux prétexte. Les contraintes liées au financement de ces élections ne devraient pas exister, selon l'opposition, si le pouvoir en place était animé de volonté politique.

Alain Diasso

MOBILE BANKING

La BCC favorable à une utilisation à grande échelle

Au regard de l'évolution positive des paramètres-clés du système bancaire, la Banque centrale du Congo (BCC) a estimé que le grand défi pour les banques et institutions de micro-finance est d'arriver à faire des dix millions de abonnés des réseaux de téléphonie mobile leurs futurs clients.

Le 8 juillet 2015, le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Déogratias Mutombo Mwana Nyembo, a fait le déplacement du Romeo Golf pour assister personnellement au lancement officiel de «Pepele Mobile», le dernier né des produits de la Trust Merchant Bank (TMB), l'une des principales banques du pays. Onze ans après sa création, la TMB qui a son siège en province veut conforter sa position de banque de proximité. D'ailleurs, elle est déjà présente dans 20 des 26 nouvelles provinces congolaises. Elle projette même de continuer à s'étendre pour continuer à jouer un rôle important. Outre un apport dans la micro-finance, la TMB continue à encourager l'inclusion financière de la population et la formalisation de l'économie. Pour se convaincre de son importance dans l'architecture bancaire de la RDC, il faut savoir que la TMB est citée dans le top cinq des banques du pays pour le crédit à l'économie. Elle est la deuxième banque en termes de dépôts et de fonds propres. Autre chiffre, elle compte plus de 600000 comptes clients. Une vision largement par-

tagée dans le secteur bancaire tend à s'interroger aujourd'hui sur la nécessité de réinventer la banque en RDC. Appuyant une telle réflexion, la BCC a jugé indispensable d'explorer les domaines qui doivent, selon elle, connaître une révolution face aux difficultés logistiques. Depuis quelques années, il y a eu des avancées majeures, notamment dans les opérations de paie des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat, le taux de bancarisation, le secteur formel, etc. Et «Pepele Mobile» est à inclure dans cette dynamique d'innovation si l'on prend en compte certaines de ses caractéristiques comme la possibilité d'utiliser plusieurs devises, langues et canaux. Et il s'adresse autant aux ménages qu'aux grandes entreprises. Pour le patron de la BCC, cet outil vient renforcer les efforts en cours pour faciliter l'inclusion des milliers de personnes après des réformes courageuses. Selon Déogratias Mutombo, il faut assurer le progrès à travers des innovations. En effet, un tel produit pourrait efficacement accompagner plusieurs politiques en cours. Parmi elles, il y a l'inclusion financière et la bancarisation de la paie surtout dans les provinces. Et c'est une bonne nouvelle pour le gouvernement qui trouve un moyen plus sécurisé de poursuivre en toute sécurité la paie des salaires à l'intérieur du pays. Avec un nombre assez réduit de clients, le système financier national gagnerait beaucoup en récupérant une branche importante de la population encore exclue.

Laurent Essolomua

CÉLÉBRATION

La Fondation Hirondelle fête ses 20 ans en toute convivialité

Organisée le 3 juillet dans les jardins de la Halle de la Gombe autour de la troisième édition de « Tous les espoirs du Congo. Les soirées Networking », la solennité marquant les deux décennies de sa présence en RDC s'est déroulée entre dégustation et performance artistique sous un fond musical varié alimenté par de jeunes artistes.

Hôtes de la soirée, la Fondation Hirondelle et l'Ambassade de Suisse ont réservé un bel accueil à leurs nombreux convives parmi lesquels se comptaient plusieurs officiels. Introduit notamment par les allocutions respectives de l'ambassadeur suisse Jacques Gremaud et Patrick Busquet, représentant national de la Fondation Hirondelle en RDC, l'événement s'est déroulé dans une atmosphère très artistique. En effet, après l'évocation de son parcours exceptionnel parti de la création de Radio Agatashya jusqu'à la nouvelle agence Kandindi, en passant par Radio Okapi, il a été question de rappeler les étapes et les anecdotes des maillons de la chaîne à laquelle participe le réseau Hirondelle Communication et le PDSM avec Internets. Il n'y avait pas que la musique d'Elokomakasi Production pour enchanter les invités. En effet, outre les prestations successives des musi-



Thembo Kash en pleine séance de dessin

ciens tels que Kojack Kossakamwe, Claris Motho, Lyke Mike, TK Russel ou encore de la percussionniste Huguette Tolina, le slam était au rendez-vous avec Yekina de Bel'art. Par ailleurs, les sonorités musicales qui participaient à l'ambiance détendue n'avaient pas réussi à détourner l'attention des performances picturales en live des quatre peintres du Collectif Lamuka. Occupés à réaliser leurs toiles, Luc Mayemba, Thino Tshangay, Santa Kakese et Prisca Tankwey suscitaient la curiosité de plusieurs. Le coordonnateur du collectif précité,

tenait pour « un honneur et une responsabilité » le fait de participer à Tous les espoirs du Congo. De plus, pour Jason Kibiswa l'événement revêtait un double sens. Ainsi pour Lamuka, le 20e anniversaire de la Fondation Hirondelle avait aussi le bel avantage de servir de cadre à la célébration de son propre anniversaire, le deuxième. Les coups de pinceaux des peintres se partageaient quelques fois la vedette avec le coup de crayon du caricaturiste et bédéiste Thembo Kash. Son feutre à la main, il enchaînait dessins sur dessins inspirés par des slogans suisses et de la Fondation Hirondelle. Ici, la vocation humanitaire déjà évoquée dans les discours du début se trouvait illustrée.

À titre de rappel, l'édition précédente de la Soirée Tous les Espoirs du Congo avait réuni une cinquantaine de représentants d'entreprises, des acteurs de développement, de la diplomatie, des autorités congolaises, etc. Organisée le 13 novembre 2014, elle s'était tenue cette fois-là autour du 8e art avec la présence de Barly Baruti et déjà des artistes du Collectif Lamuka. Pour l'occasion, le coordonnateur Jason Kibiswa avait lui-même produit une œuvre en rapport avec le thème Tous les Espoirs du Congo.

Nioni Masela

RELIGION

Le missionnaire allemand Ewald Frank en tournée en RDC

Dans son programme, il est prévu de donner deux grandes conférences bibliques à Kinshasa, le vendredi 10 juillet à 15 heures, au stade Tata Raphaël, et le dimanche 12 juillet 2015 à la même heure, au stade vélodrome de Kintambo.



Une affiche sur la tournée du missionnaire en RDC.

Lors d'une conférence de presse tenue à Kinshasa, les membres du comité d'organisation de ce voyage missionnaire, les pasteurs Joseph Lilanga et Théophile Kapanga, ont noté que le sermon du missionnaire allemand, le Frère Ewald Frank, qui devrait arriver à Kinshasa le 8 juillet, portera sur : « Le Message Biblique du temps de la fin précède le retour du Seigneur Jésus-Christ ». Pendant ces offices, cette église attend non seulement ceux qui croient au message de Jésus-Christ apporté par son envoyé William Marrion Branham, mais aussi le peuple de Dieu dispersé dans toutes les églises établies en RDC. Selon ce comité d'organisation, ce voyage missionnaire conduira le

Frère Ewald Frank successivement à Goma (jeudi 9 juillet au terrain Rva et Monusco), à Mbandaka (samedi 11 juillet au parc Joseph Kabila), à Lubumbashi au stade Kibasa Maliba (13 juillet) et à Kolwezi au stade du cercle Manika (14 juillet).

Un mandat basé sur la parole de Dieu

Parlant de la mission du missionnaire Ewald Frank, les pasteurs Joseph Lilanga et Théophile Kapanga ont décelé un mandat particulier fondé sur la Bible. « Celui de distribuer à travers le monde entier, le Message biblique du temps de la fin envoyé par Dieu et confié à son serviteur, le prophète William Marrion Branham, lequel message prépare la seconde venue du Seigneur Jésus-Christ pour l'enlèvement de l'Eglise-Epouse », ont-ils expliqué.

À en croire ces orateurs, le missionnaire Ewald Frank commença à prêcher en 1953 et il eut le grand privilège de prendre part, du 13 au 19 août 1955, aux rencontres du prophète Branham à Karlsruhe, en Allemagne. Pendant lesquelles le prophète lui dira : « Tu es ministre de l'Evangile (...) ». Par ailleurs, dans ses rencontres, ont-ils soutenu, l'Homme de Dieu témoigne avoir vécu et expérimenté Jésus-Christ, « qui est le même, hier, aujourd'hui et éternellement ». Les aveugles recouvraient la vue, les paralytiques marchaient et les malades recouvraient la bonne santé. « Il voulait savoir ce que croyait et enseignait cet homme car il voyait très bien que Dieu était avec lui », ont-ils expliqué.

Ewald Frank, ont souligné les orateurs, a pris part à la grande conférence de Dallas, aux Etats-Unis, du 06 au 15 juin 1958. C'était également l'occasion pour lui, de faire part de ses convictions à frère Branham. « Je re-

connais que tu es un homme envoyé de Dieu. Je reconnais la différence entre toi et les autres évangélistes. Je voudrais savoir ce que tu crois et ce que tu enseignes ».

Du pays de l'Oncle Sam, il est revenu avec plusieurs enregistrements des prédications de William Marrion Branham et les autres lui furent envoyées par son adresse. C'est le 2 avril 1962 qu'il reçut « l'appel de la part du Seigneur, par une voix audible et pénétrante pour emmagasiner et distribuer la nourriture spirituelle en ce temps de grande famine ». Cet appel, ont noté les orateurs, fut confirmé par le prophète Branham le 03 décembre 1962 en présence des frères Banks Woods et Fred Sothman, qui étaient les compagnons du prophète Branham. « En rapport avec ce mandat divin, nous voyons l'accomplissement de Matthieu 24 :14 : Cette bonne nouvelle du royaume sera prêchée dans le monde entier, pour servir de témoignage à toutes les nations. Alors viendra la fin », ont souligné les orateurs. À en croire ces membres du comité d'organisation de ce voyage missionnaire en RDC, à ce jour et pendant près de 50 ans de son ministère, le missionnaire Ewald Frank a répandu l'Evangile éternellement valable dans plus de 176 pays du monde y compris les pays islamiques. « Nous voyons que le ministère qu'exerce cet homme de Dieu Ewald Frank est l'accomplissement de la vision du prophète William Branham à Zurich en 1955, comme il le raconte lui-même dans sa prédication du 23 décembre 1962 », ont-ils dit.

C'est sous la tristesse, pendant les obsèques du prophète Branham, qu'il a senti la joie de remplir et une voix lui dire dans son cœur : « Maintenant, ton temps est venu de distribuer la nourriture spirituelle ».

CONNEXION KIN

Kojack Kossakamvue électrise la 7^e rue

Maître de la scène, sa guitare en bandoulière, le chanteur a galvanisé le public en interprétant avec énergie des chansons de feu Maître Franco Luambo Makiadi, la nuit du samedi 4 juillet, sur le podium du Festival international des arts de Kinshasa.

Il est 21h34 quand Kojack prend le micro et annonce les couleurs : « Nous sommes à une grande soirée où nous allons honorer Luambo qui était un grand. Il a créé la rumba odemba. Il nous a légué cet héritage ». Et, cette déclaration achevée, le chanteur enchaîne directement avec Toyeba yo. Ce premier titre fini, il poursuit avec deux autres en commençant par Locataire. Les plus nostalgiques n'ont pu s'interdire de commenter. Il s'en est trouvé dans le public qui ont apprécié au point de dire : « on aurait cru que c'est le Grand maître lui-même ! ». Rien à dire, Kojack a livré le meilleur concert de tout le premier week-end de la sixième édition de Connexion Kin. Pas étonnant que

des passants s'imposent une halte pour assister à la prestation de Kojack. Plusieurs s'étaient approchés par simple curiosité du podium installé à la Place commerciale de Limete. C'était le geste à ne pas faire car une fois sur le lieu, il était dès lors difficile de se défaire de l'ambiance. Deux dames d'un certain âge, venues faire des emplettes dans les supermarchés d'en face ont fini par y rester. Au début, elles en étaient à poser des questions sur l'événement et écoutant les morceaux s'enchaînant les uns après les autres, elles se sont mises à chanter et esquiser quelques pas de danse. Ce n'était rien, comparé à l'effervescence qui régnait depuis quelques moments devant la scène.

Une pluie d'applaudissements pour saluer l'artiste qui marquait une petite halte juste pour expliquer brièvement l'essence du projet Franco na biso dont le public expérimentait la teneur. Kojack a évoqué le succès d'une grande tournée africaine qui ne faisait l'ombre d'aucun doute pour le monde accroché au son de sa

musique. Au terme de son petit discours, il remet les batteries en marche avec Liberté, Nakoma mbanda ya mama ya mobali na nga et lorsqu'il enchaîne avec Kinsiona, c'est l'apothéose. L'on aurait eu beaucoup de peine à croire que la complainte de Franco à la suite de la mort tragique de son frère aurait pu avoir un succès fulgurant. Ce morceau passant pour le grand tube de la soirée, il a pu emporter par le rythme de la chanson la petite foule qui s'était agglutinée en face du chanteur, dansant sans retenue. Le doigté de Kojack y était assurément pour quelque chose, il se dégageait de la scène une telle énergie que le public ne pouvait que capter et rendre à son tour.

Sur cette belle lancée en symbiose avec le public, Kojack improvise des animations plus contemporaines, la sauce prend. Un petit clin d'œil à Céléo et Bill Clinton après Bandeko ya basi et Très impoli est fort bien accueilli. Et quand Zaïko s'invite également à la fête avec le fameux « mokongo



Kojack et son groupe sur la scène de Connexion Kin

ya nkoba », l'atmosphère déjà chaleureuse monte encore d'un cran. Pourtant, le public ne semble pas tout à fait satisfait puisqu'il réclame à cor et à cri Mario. Kojack s'exécute. Et lorsque le public exigeant en redemande encore, il se plie à ses ordres et lance : « On ajoute une dernière pour la soi-

rée ». C'est là qu'il fait intervenir une animation de Wenge Musica BCBG et achève avec kila mogrosso de Papa Wemba, le public est plus que servi. C'est sur cette ambiance bien surchauffée qu'a pris fin le concert du rtest bien applaudi.

Nioni Masela

FOOTBALL

L'assemblée générale de la Linafoot reportée à une date ultérieure

La Fecofa a décidé du report de l'assemblée générale de la Linafoot qui doit être précédée d'un séminaire axé sur la sécurité dans les stades.



La Linafoot devra attendre le séminaire sur la sécurité avant de tenir son assemblée

L'Assemblée générale de la Ligue nationale de football (Linafoot) ne se tiendra plus le lundi 27 juillet 2015 comme initialement annoncée dans la presse. Cette instance sub-délégitaire de la Fédération congolaise de football association (Fecofa) ayant dans ses attributions la charge d'organiser le championnat national de football -Division 1- a reporté la tenue de ces assises à une date ultérieure. La décision vient en fait de la Fécofa, apparemment sur instruction des institutions sécuritaires du pays.

Selon le journal L'Avenir qui livre les raisons du report de l'organisation de l'assemblée générale, il est demandé à la Linafoot de procéder d'abord à l'évaluation de la saison sportive 2014-2015 et ensuite à un « séminaire axé essentiellement sur la sécurité ». Ce séminaire sera animé par les plus hautes autorités du pays. Et les décisions issues de ce séminaire seront « de stricte application par toutes les entités sportives sub-délégitaires ainsi que les clubs qui leur sont affiliés », affirme-t-on. L'on rappelle que la saison sportive 2014-2015 s'est singularisée par des troubles et violences récurrentes dans les stades, notamment à Kinshasa, à Lubumbashi dans le Katanga et aussi à Mbuji-Mayi dans la province du Kasai oriental. Des rencontres du championnat national et même du championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfkin) ont été émaillées d'incidents.

Alors que la Linafoot est obligée de différer la tenue de son assemblée générale, les vingt clubs devant disputer le championnat national doivent tenir leurs assemblées générales en respectant le calendrier établi à cet effet, et avant celle de la Linafoot.

Martin Engimo

FILM

Matanga primé à l'International Urti du documentaire d'auteur

La réalisation de Georges Kabongo a reçu le Prix Martine Filippi de la découverte à l'occasion de la 34^e édition du festival, l'une des quatre distinctions de la compétition internationale dont l'épreuve ultime s'est jouée autour de dix finalistes.

Matanga était l'un des documentaires du palmarès annoncé lors de la cérémonie des Nymphes d'Or du 55^e Festival de Télévision de Monte-Carlo le 18 juin. Produit par Clarimage Films, la réalisation congolaise a reçu un accueil favorable du jury présidé par la réalisatrice, productrice et écrivaine Yéménite Khadija Al Salami. Savoir que le jury final 34^e Grand Prix International Urti du documentaire d'auteur était composé de responsables de télévisions publiques représentant l'Algérie, la Belgique, le Cameroun, la Hongrie, le Kosovo, la Roumanie et le Tchad. Il a attribué trois autres prix prestigieux aux réalisateurs Hamid Sardar (France Télévisions, France 5), Benoit Dervaux et André Versaille de la RTBF (Belgique) ainsi que Piotr Morawski et Ryszard Kaczynski de la TVP (Pologne). Ainsi, les suivants documentaires ont été primés : Taïga est récipiendaire du Grand Prix baptisé Trophée Arman ; la Médaille d'Argent est revenue à Rwanda, la vie après et celle de Bronze à The Promise of a happy childhood.

Vu en avant-première le 20 décembre 2014 à Kinshasa à l'occasion de la Fête du court métrage organisée par l'Institut français (IF) Matanga est la dernière réa-



Georges Kabongo, réalisateur de Matanga

lisation en date du journaliste et réalisateur d'Antenne A, Georges Kabongo. Le folklore « organisé » autour des funérailles à Kinshasa est épinglé dans ce court métrage de 26 minutes. En effet, Matanga que l'on traduit justement par funérailles met en exergue ce qu'elles sont devenues. Elles passent plus pour des lieux propices à parades que pour un moment de deuil vu qu'elles donnent lieu à de vrais spectacles désormais. La sincérité avec laquelle le phénomène est dépeint déconcerte. Il n'est dès lors pas étonnant que Matanga ne passe pas inaperçu et ait reçu notamment une mention spéciale du jury au Festival du film africain de Luxor. Du reste, il est à noter que le Grand Prix International Urti du documentaire d'auteur

créé en 1981 par Armand Lanoux a coutume de récompenser des documentaires en raison de leur qualité éditoriale et technique. Savoir que l'originalité du sujet et le point de vue que choisit le réalisateur pour l'exprimer contribue en faveur de la sélection des films en compétition.

Avant de remporter le Prix Martine Filippi, Matanga avait été admis en compétition suite à une sélection de chaînes internationales de télévision. Passé au crible d'un premier jury de présélection, il avait pu alors figurer sur la liste des

dix programmes privilégiés qui ont obtenu le statut de finalistes. Un soutien promotionnel pour une diffusion à l'international est assuré à chacun de ces programmes finalistes. Dès lors, Matanga bénéficiera de cet avantage et sera donc diffusé sur plusieurs télévisions du monde. Ce, du fait que l'Urti est entendue comme la plus ancienne organisation audiovisuelle et la seule à vocation totalement internationale. Il est à noter ici qu'elle s'emploie à créer un cadre privilégié d'échanges de programmes de télévision et de radio, des Grands Prix internationaux audiovisuels, des coproductions, des ateliers de formation et des actions de promotion de la création audiovisuelle mondiale.

N.M.

STRUCTURES SOCIO-SANITAIRES

Le CSI et la maternité Mouissou Madeleine de Mpaka partiellement réfectionnés

L'inauguration des travaux réalisés par le Programme d'appui aux structures de santé (PASS) mené par l'Institut européen de coopération et de développement (IECD) a eu lieu le 8 juillet en présence d'Olivier Stocchi, directeur Général de la Société Congorep, des représentants du système sanitaire, du Dr Jean-Denis Boumba, médecin chef du CSI Mouissou Madeleine de Mpaka et des agents de santé.

La réhabilitation partielle des ouvrages dont les travaux ont commencé en juin dernier a concerné la salle d'accouchement, la salle de suite de couche, les sanitaires, le carrelage des locaux, la salle de réunion, l'extérieur de la maternité, la toiture et enfin le laboratoire : « Le PASS avait proposé à deux techniciens de laboratoire de bénéficier d'une formation spécifique sur le dépistage de la tuberculose. Pour rendre ce projet réalisable, le laboratoire a été rénové entièrement et une cellule spécifiquement dédiée aux tests tuberculeux sera prochainement en activité » a dit Cyril Rabeisen, délégué IECD.

L'ensemble des travaux réalisés s'élève à 12 millions de Fcfa. Si on y adjoint les équipements médicaux déjà livrés ou ceux qui le seront prochainement, l'investissement global atteint 20

millions de Fcfa.

Fidèle à son objectif principal qui concerne l'accès aux soins de meilleure qualité pour les mamans, les nouveau-nés et les enfants, le PASS a proposé des formations à l'intention des agents du CSI et de la maternité Mouissou Madeleine (ainsi qu'à sept autres structures de santé partenaires) en matière d'hygiène et d'asepsie. « Actuellement, le PASS dispense les formations et le suivi terrain dans le domaine des Soins Techniques et Relationnels. Les sages femmes, les infirmiers et les techniciens de laboratoire continuent de bénéficier de notre appui » a-t-il renchérit.

Notons que le PASS repose sur quatre piliers qui sont la formation et l'amélioration des compétences, l'appui aux bonnes pratiques de gestion, la sensibilisation des populations ainsi que la réhabilitation et l'apport en équipements. Ce programme géré par l'IECD bénéficie du soutien financier de la société Congorep. Avant la visite guidée des ouvrages réhabilités, les représentants des infirmiers, des techniciens de surface et du laboratoire ont témoigné de l'apport déterminant du PASS dans leurs pratiques en milieu hospitalier. Ce qui, ont-ils reconnu, va au bénéfice de leur structure mais surtout des patients.

Hervé Brice Mampouya

Le CSI Saint Joseph fait peau neuve après sa réhabilitation

Avant sa remise officielle au ministère de la santé, le Centre de santé intégré (CSI) Saint Joseph, situé dans le deuxième arrondissement Mvou-Mvou, a provisoirement été réceptionné le 7 juillet par Nicolas Ngoubili, directeur général des infrastructures, des équipements et de la maintenance dudit ministère.

Réhabilité par le Peedu (projet, eau, électricité et développement urbaine), le CSI Saint Joseph fait peau neuve aujourd'hui. Une mission conjointe, conduite par Nicolas Ngoubili, directeur général des infrastructures, des équipements et de la maintenance au ministère de la santé et Maurice Bouesso, coordonnateur du Peedu, a effectué une visite guidée des travaux réalisés dans ce centre.

Le but de cette visite était de se rendre compte de l'état actuel dans lequel se trouve le CSI Saint Joseph avant sa remise officielle au ministère de la santé. Aujourd'hui, tout le monde a retrouvé son sourire, les bâtiments ont été aménagés, et un autre bâtiment supplémentaire a été également construit pour rendre cette structure sanitaire plus affluente.

Rénové aux normes d'une maison de santé, le CSI Saint Joseph compte deux bâtiments. Le bâtiment A, d'une longueur de 20 mètres et d'une largeur de 12 mètres, loge la maternité-consultation prénatale. Il est composé d'une salle d'infirmières, d'une salle d'observation, des toilettes, d'une suite de couche, d'un bloc d'accouchement, d'une salle PEV et IEC, des bureaux, d'une salle de pré-travail et d'une terrasse.

Le bâtiment B dit médico-chirurgical est composé d'une pharmacie, d'un laboratoire, d'une salle d'attente, d'une salle de garde, d'une salle de malades, d'un bureau du chef de centre, de deux postes opératoires homme et femme, de deux salles de soins homme et femme, d'un bloc opératoire et des bureaux administratifs.

Ce centre compte également des logements, un incinérateur et un forage d'eau d'une profondeur de 120 mètres. Actuellement, juste une partie du centre est fonctionnelle, mais l'idéale serait, dans un temps relativement court que toute la structure soit opérationnelle.

Hugues Prosper Mabonzo

VIE ASSOCIATIVE

Des retraités contractuels et des personnes âgées signent un partenariat

Après le bureau de la Confédération des retraités contractuels du Congo (Crcc) de Pointe-Noire et du Kouilou, l'Association d'aide et de soins à domicile pour personnes âgées du Congo (Aasdpac), vient de signer le 6 juillet dernier, une convention de partenariat national avec le bureau de la Crcc de Brazzaville en présence d'Auguste Valairy Loko et Jules Moubounza, respectivement président de l'Association Aasdpac et président de la Crcc accompagnés des membres des deux structures.

Ainsi au cours de cette cérémonie, Auguste Valairy Loko, a fait la présentation de son association qui a son siège à Pointe-Noire, et est régie par la loi du 1er juillet 1901. Selon la convention, l'Aasdpac procédera à l'identification gratuite du 1^{er} octobre au 31 décembre prochain des retraités de Brazzaville, l'organisation d'un diagnostic de santé communautaire de ces derniers de 30 minutes. Le service à la personne basé sur les actes essentiels de la vie quotidienne, les activités ordinaires de la vie quotidienne, les activités de la vie relationnelle. Les soins infirmiers sur la prise de la tension artérielle, du pouls de la température, du poids, de la glycosurie, la glycémie, de la respiration, de la saturation en oxygène et nursing.

Cette phase a pour objectif principal d'apporter de l'aide aux retraités dans la réalisation de leurs tâches quotidiennes et prévenir les maladies survenant avec l'âge. En effet la deuxième phase se fixe deux objectifs à savoir le rapport statistique fiable sur la morbidité vue l'incidence de certaines



Poignée de mains et échange des parapheurs entre les deux présidents

maladies sur la population et l'organisation de la prise en charge précoce des pathologies ou des troubles susceptibles d'entraîner une incapacité. Cette phase sera exécutée entre le 4 et le 31 mai prochain. Elle sera basée sur les consultations gratuites ainsi que des bilans biologiques et radiologiques des retraités de Brazzaville dans les Centres de santé intégrés, les hôpitaux de base, les cliniques privées et des cabinets médicaux partenaires pour le paludisme ou autres maladies tropicales. Il sera ensuite procédé au traitement des données recueillies auprès des retraités identifiés à partir de l'observation sur la gérontologie appliquée à la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Une autre phase du plan d'activité de ladite convention débutera sous peu et ira jusqu'en 2020. Cette phase sera consacrée au suivi à domicile sur les soins infirmiers des retraités consultés, le

traitement des données de ceux-ci, le bilan des activités, le rapport statistique final de l'activité, la publication officielle avec objectif, l'élaboration d'une politique nationale de soins innovants pour des personnes âgées, sur le principe de fonctionnement d'une hospitalisation à domicile (HAD).

« Le lancement proprement dit des activités de l'Aasdpac le 1er octobre 2015 prochain à Brazzaville coïncidera avec la célébration de la journée internationale des personnes âgées, sur le thème : (La RSE et la gérontologie, enjeux et perspectives pour un dispositif de santé innovant destiné aux personnes âgées du Congo). Une occasion de faire évoluer un regard sur le vieillissement au Congo-Brazzaville et par conséquent, l'amélioration du système de prise en charge des personnes âgées. », a indiqué Auguste Valairy Loko.

Séverin Ibara

MUSIQUE

Bana C4 en concert à Pointe-Noire

En tournée promotionnelle dénommée « Po na yo Tour », le groupe congolais Bana C4 se produira respectivement les 10 et 11 juillet en concert au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard et en show case à la Cave des Rois au Caffé Torino à Pointe-Noire.

quelles, ils ont parlé de leur parcours, de leur production discographique et des perspectives d'avenir. Après leur dernier passage l'année dernière à la Cave des Rois, Bana C4 revient de nouveau à Pointe-Noire sur invitation de la Cave des Rois qui ne cesse de se confirmer comme le lieu mythique des spectacles et des productions de qualité comme l'a reconnu Marco Rosso, son manager. « Bana C4 est en

lité acoustique que par ses sonorités musicales. Notre crédo est d'offrir à notre public des spectacles de qualité. L'invitation de Bana C4 en est l'illustration. Cela fait partie de notre stratégie qui consiste aussi à faire la promotion des bons artistes. Pour nous, c'est l'événement de l'année et on a voulu aussi le partager avec le Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard où se jouera le concert en live », a-t-il dit.

Selon Bakkus El maestro, le chargé des relations extérieures à la Cave des Rois, « Dans le cadre de la tournée qu'effectue le groupe, nous avons décidé tenant compte de sa notoriété qu'il fasse une escale à Pointe Noire pour deux productions. Le groupe a été distingué révélation de l'année aux Afroca Music Awards ».

Bana C4 met en exergue la qualité dans ses chansons où les thèmes comme l'amour, les problèmes sociaux, sont dominants. Ce qui est le cas aujourd'hui dans Po na yo comme dans Arrêt de jeu il y a quelques mois. Le groupe a été créé en 2007 et se trouve basé à Paris. Composé de Hiro Le Coq, Dibrazz Kazanova, Sheng Attori, Bombastick et DCK Kwanga, il excelle dans le zouk, le dance Hall, le coupé décalé, le ndombolo.

H.B.M.



le groupe Bana C4 et Marco Rosso lors la conférence de presse / crédit photo «Adiac»

Avant ces deux productions, les cinq musiciens du groupe ont animé le 8 juillet en compagnie de Marco Rosso, manager de la Cave des Rois, une conférence de presse au cours de la

train de cartonner à chaque prestation comme dernièrement à la Halle de la Gombé à Kinshasa. Son dernier opus Po na yo séduit et accroche. Un album remarquable tant par sa qua-

ALIMENTATION ET SANTÉ

Les légumineuses, source de protéines végétales

Les légumineuses sont, pour le commun des mortels, des plantes dicotylédones dont le fruit est une gousse, exploitées comme légume sous forme de graines (petit pois ou haricot).

Elles servent aussi comme fourrage (luzerne, trèfle ou sainfoin), comme ornement (acacia), ou encore pour le bois (pallissandre). Ces plantes, à usages multiples, jouent un rôle plus qu'important dans l'alimentation humaine et même animale.

Les légumineuses forment une vaste famille de plantes utilisées dans des buts très variés.

En effet, les légumineuses dites domestiques sont celles qui entrent directement dans l'alimentation humaine, en l'occurrence les « légumes secs ». Les légumineuses domestiques les plus courantes sont le haricot, la fève, le petit pois, le pois chiche, etc.

D'autres légumineuses comme le soja ou l'arachide, cultivées à grande échelle, sont dites industrielles car elles sont utilisées pour la production d'huile d'une part, et de tourteaux protidiques de l'autre.

La composition chimique des graines de légumineuses est assez variée : eau 65 à 87 g, protéines 20 à 30 g, lipides (graisses) 0,3 à 0,4 g, glucides (sucres) 5 à 22 g, sels minéraux : surtout calcium 14 à 47 mg et fer 1 à 2,45 mg, vitamines hydrosolubles (groupe B et acide ascorbique).

Lorsque les disponibilités alimentaires en viandes, en produits de la mer et en œufs sont faibles, les légumineuses constituent un apport appréciable de protéines dans la ration. Elles permettent aussi de corriger en partie le déficit des céréales et des tubercules sur le plan de l'apport en acides aminés.

Tout le monde sait que l'on consomme beau-

coup ces produits dans notre pays sous forme de riz, de pain ou encore de farine de manioc. Les légumineuses peuvent présenter quelques méfaits car elles renferment parfois des substances très toxiques. En effet, elles peuvent contenir certains poisons, véritables facteurs antinutritionnels pour bon nombre d'entre elles.

Alors elles exigent une cuisson appropriée avant consommation. Leurs feuilles ont des composés pouvant provoquer le goitre, en empêchant l'incorporation de l'iode dans la thyroïde.

Certaines légumineuses comme le haricot, la lentille, la fève ou l'arachide contiennent des substances qui sont capables d'inhiber la croissance. Dans ce cas précis, elles ne peuvent être consommées sans danger qu'à la suite d'une détoxification.

Les graines de légumineuses peuvent aussi provoquer une maladie appelée lathyrisme qui se manifeste chez l'homme par de la faiblesse musculaire et des paralysies des membres inférieurs. Tout comme la consommation des fèves crues peut conduire au favisme, une affection caractérisée par de l'anémie hémolytique.

Enfin, certaines légumineuses provoquent l'inhibition d'enzymes qui peut compromettre la digestion des protéines par l'organisme. Heureusement, un traitement thermique bien approprié est à même d'inactiver ces inhibiteurs et aussi de détruire d'autres substances toxiques présentes dans ces produits alimentaires.

**Par Ange Kounkou
Président de l'Association pour la
promotion des industries agroalimen-
taires au Congo (APIAC)**

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE NZANGO

Balbin sport et Femmes unies s'affronteront en finale

La finale de la première édition du championnat départemental de nzango de la ligue de Pointe-Noire opposera Balbin à Femmes unies le 12 juillet au Complexe municipal



Une rencontre de nzango (photo archive) «adiac»

Démarré le 2 mai à l'esplanade du complexe municipal de Pointe-Noire, la première édition du championnat départemental de nzango s'achève le 12 juillet. Deux rencontres sont au programme. Asel et AS Conseil, deux perdants des demi-finales s'expliqueront en lever de rideau pour la troisième place du championnat avant la finale qui mettra aux prises, Balbin sport aux Femmes unies. Cette finale s'annonce très tendue entre deux équipes qui se sont qualifiées presque de la même manière. Femmes unies a battu Asel en demi-finales, 44-30 et Balbin s'est imposé 45-33 face à AS Conseil.

Le premier match se jouera à 13 heures et le second à 15 heures. Cette dernière journée du championnat est un challenge à relever pour la ligue de nzango de Pointe-Noire qui veut clôturer en beauté son championnat afin de signer une belle page de l'histoire de la discipline qui a pris son départ dans le Kouilou.

Le grand public nzagoïen de Pointe-Noire est invité à prendre massivement part à cette fête de nzango qui sera supervisée par le président de la Ligue, Jean Moussoungou.

Soulignons par ailleurs que les meilleures équipes départementales participeront au championnat national de la discipline prévu à Pointe-Noire avant les Jeux africains.

Charlem Léa Legnoki

PROJET LISUNGUI

Les premiers paiements effectués à Pointe-Noire

La cérémonie officielle de lancement des transferts monétaires destinés aux 254 ménages éligibles au Projet Lisungi à Mvou-Mvou a eu lieu le 8 juillet dans l'enceinte de la mairie du 2^e arrondissement en présence de trois membres du gouvernement et des autorités du département.

Les membres du gouvernement, Emilienne Raoul, ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Cathérine Embondza Lipiti, de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement et Léon Raphaël Moukoko, ministre délégué en charge du Plan et de l'intégration ont assisté aux premiers paiements des ménages éligibles du Projet Lisungi. Ce, après un long processus de ciblage réalisé par les communautés elles-mêmes au sein des comités communautaires de ciblage sous la supervision de l'Institut national de la statistique (INS). « Les premières allocations sous forme monétaire dont le paiement est assuré par la Banque postale du Congo,

témoigne ainsi sa vocation de banque publique au service de tous. Tout a été mis en œuvre pour que cette phase essentielle se déroule avec satisfaction. Au titre du contrat signé et validé par la Banque mondiale, la banque postale du Congo a pour mission la mise en place d'un système de gestion de paiement en lien aux systèmes d'information Lisungi, la préparation des moyens de paiement et une sensibilisation des communautés, le paiement des bénéficiaires, le développement des produits bancaires adaptés aux ménages bénéficiaires des transferts monétaires », a dit Calixte Médard Tabangoli, directeur général de la Banque postale du Congo.

Pour Djibrilla Issa, représentant résident de la Banque mondiale en République du Congo, le Projet Lisungi contribuera à réduire l'impact de la pauvreté et l'insécurité alimentaire par l'amélioration de l'accès aux services de base aux plus vulnérables et par la promotion de l'inclusion productive et surtout la promotion de l'épargne. « La particularité de ce programme est de



Le ministre Raphaël Mokoko remettant les documents de paie à une bénéficiaire

mieux protéger et promouvoir le développement des familles et permettre ainsi une meilleure coordination des politiques sociales au Congo ».

Placé sous la tutelle du ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, le Projet Lisungi élaboré avec l'appui de la Banque mondiale résulte de l'engagement du président de la République d'étendre la protection sociale

à d'autres catégories exclues du système traditionnel de sécurité sociale. « Lisungi ouvre la voie à la mise en place du socle de protection sociale préconisée tant au niveau sous-régional qu'international. Ce programme appuiera plus spécifiquement 5 000 ménages avec enfants de 0 à 14 ans, les femmes enceintes et les personnes âgées de 60 ans ou plus. En plus, ce programme

s'adresse à 1000 personnes vivant seules. Son coût global est de 17 millions de dollars », a ajouté Emilienne Raoul.

Les zones d'intervention dans cette phase pilote qui durera deux ans et demi sont : Pour Brazzaville : Makélékélé, Bango, Mougali et Talangai. Pour Pointe-Noire : Mvou-Mvou. Enfin pour la Cuvette : Makoua et Oyo.

Hervé Brice Mampouya

LITTÉRATURE

« Tout sauf ça... » présenté au public

L'ouvrage d'Abraham Ibela Ndonghasseinguet, est un récit de théâtre qui traite des questions de résolution de conflit, débouchant souvent sur le phénomène de sorcellerie. Préfacé par l'écrivain Émile Gankama, l'ouvrage a été présenté récemment dans la salle de conférences de l'hôtel de ville de Brazzaville.

Tout sauf ça ... parle d'Antoine, un semi lettré, qui vit par mimétisme, conformément aux récits et à ses lectures sur l'occident, enfreignant ainsi les valeurs et traditions de son village, Otsendé. Ce comportement néfaste et déviant le conduit à une relation amoureuse avec Annie, sa demi-sœur, qui aboutit à une grossesse incestueuse. Il subit alors la colère des esprits et des ancêtres et tombe gravement malade, car tout lui est permis, sauf enfreindre à la tradition...

Présentant l'ouvrage d'Abraham Ibela Ndonghasseinguet, Dieudonné Moukoumou-Mouendo, enseignant à la faculté des lettres et des sciences humaines (Flsh) de l'Université Marien-Ngouabi, a dit que *Tout sauf ça...* condamne les mauvaises pratiques qui gangrènent la nouvelle génération pour laquelle tout ce qui est ancien et traditionnel est mauvais et que tout ce qui est bien c'est la civilisation moderne importée de l'occident.

Dans le récit de l'ouvrage, Antoine nie les réalités sociales et remet en cause tout ce qui se fait de façon traditionnelle, parce qu'il prétend être devenu



Abraham Ibela Ndonghasseinguet

un blanc. En réalité, l'auteur à travers ce personnage, aborde la lancinante question de conflit de génération non seulement dans l'espace Mbochi, mais dans toute la société congolaise.

Pour Dieudonné Moukoumou-Mouendo. *Tout sauf ça ...* est une très bonne œuvre, une pièce qui respecte les principes du théâtre. L'ouvrage met à nu les capaci-

tés de l'auteur à dramatiser. Il parle des faits réels, même les personnages sont réels, bref, il parle de la réalité pour tendre vers la fiction, ce

qui prouve son talent de dramaturge. L'écriture est très bonne, la langue est bonne. C'est donc un auteur à lire.

Prenant la parole, l'auteur a dit qu'avec l'évolution des choses, notamment la mondialisation, les choses devraient bouger, parce que l'échange des cultures permet à certains jeunes de prendre conscience du mal

qu'ils commettent, faisant allusion entre autres aux crimes crapuleux perpétrés par ces derniers, notamment dans les villages. Heureusement, reconnaît l'auteur certains jeunes commencent à comprendre qu'ils ont causé du tort, et que l'école était la meilleure solution pour acquérir une bonne instruction.

« À travers cette scène, j'ai voulu démontrer comment la sagesse africaine règle les problèmes. Il est apparu que les familles paternelle et maternelle d'Antoine l'acteur principal, qui s'accusaient mutuellement allaient s'entretuer. Heureusement qu'au Mbongui, Okandza, le notable à régler le problème en les envoyant vers le célèbre féticheur Isselé Otembé qui a finalement trouvé une solution », a déclaré Abraham Ibela Ndonghasseinguet.

Répondant à une question sur la sorcellerie, l'auteur a dit que c'est à la fois une bonne et une mauvaise chose, prenant l'exemple d'un guérisseur du « Mwanza » qui retourne le sort à un individu. En ce moment-là, dit-il, la sorcellerie devient négative, alors que cette science peut être qualifiée de positive quand le même guérisseur soigne un malade. L'enseignant de littérature africaine à l'Université Marien Ngouabi et critique lit-



téraire, le Pr André-Patient Bokiba, également présent à la cérémonie, ne s'est pas abstenu d'adresser des félicitations à l'auteur. « Cet ouvrage présente une dimension anthropologique tout à fait évidente. Il traite des questions de résolution de conflit, de sorcellerie. La dramaturgie de ce livre puise son inspiration dans un côté biographique. Quelqu'un qui lira cet ouvrage sans avoir été dans cette salle ne saura pas qu'il y a là-dedans des aspects qui puisent leurs origines dans la vie de l'auteur. Il y a également le côté sociologique qui est important », a-t-il reconnu.

L'ouvrage est vendu à 13,30 soit environ 8.500 FCFA.

Bruno Okokana

JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE 2015

La CAF dévoile la procédure du tirage au sort

Le tirage au sort des tournois de football masculin et féminin des Jeux africains de Brazzaville 2015 s'effectuera ce jeudi au siège de la Confédération africaine de football au Caire en Egypte à 11h, heure locale.

Huit équipes dont sept issues des éliminatoires, seront réparties dans deux poules de quatre dans leur version respective. Les deux premiers de chaque groupe s'affronteront en demi-finale croisées selon la logique.

Chez les messieurs, le Congo, pays hôte est tête de série. Il sera logé dans le groupe A avec coefficient A1 tandis que le Ghana, tenant du titre est B1. Burkina Faso, Egypte, Nigeria, Sénégal, Soudan et Zimbabwe seront dans le même pot avec le 1er tiré dans le groupe A et le suivant dans le groupe B. Une boule sera tirée dans le pot 2 ou dans le pot 3 pour déterminer la position à savoir A2, B2 etc ; jusqu'à ce que les deux groupes de quatre équipes chacun soient constitués, précise la CAF.

Chez les dames, le principe du tirage est identique à celui appliqué pour le tournoi masculin. Le Congo pays hôte sera tête de série dans le groupe A avec le coefficient A1 tandis que le Cameroun, tenant du titre, sera tête de série du groupe B en position B1. Les six équipes restantes (Côte d'Ivoire, Egypte, Ghana, Nigeria, Afrique du Sud, Tanzanie) seront mises dans le même pot. La 1ère équipe tirée ira au groupe A tandis que la suivante ira au groupe B. A chaque fois une autre boule sera tirée des pots 2 ou 3 pour déterminer la position A2, B2, etc ; jusqu'à ce que les deux groupes de quatre équipes chacun soient constitués, a-t-elle ajouté.

James Golden Eloué

TOURNOI DE BOXE EN ANGOLA

Une médaille d'or pour quatre boxeurs congolais

Seul Cédric Massala a pu remporter de l'or sur les quatre athlètes alignés dans cette compétition internationale disputée récemment à Luanda.

Dans l'ensemble, les boxeurs congolais ne sont pas rentrés bredouille de l'Angola où ils viennent de prendre part à un tournoi international de la discipline. Cédric Massala s'est illustré puisqu'il a empoché la médaille d'or. Sa rage de vaincre lui a permis de s'imposer en finale par chaos. « L'arbitre a prononcé l'arrêt du combat sur instruction du médecin d'autant plus l'adversaire angolais ne pouvait plus tenir jusqu'à la fin du temps réglementaire », a fait savoir le président de la Fédération congolaise de boxe (Fecoboxe), Richard Mouambouma. La performance de Cédric Massala a donc fait retentir l'hymne national du Congo, La

Congolaise, du haut de la première marche du podium.

Par ailleurs, Fabrice Nzaou, n'a pas réussi à suivre le chemin tracé par son prédécesseur médaillé d'or. Cet athlète n'est pas parvenu à s'imposer en finale. Faute de mieux, il s'est contenté de la médaille d'argent. Ce qui n'est pas rien. « En dehors de ça, une autre médaille de bronze a été remportée », a confié Richard Mouambouma sans autre précision.

Le dernier athlète congolais a monté sur le ring, selon lui, a jeté l'éponge. « J'avais donné des instructions de sorte que les boxeurs ne soient pas condamnés à aller, coûte que coûte, au bout pour éviter les

cas de blessure qui peuvent nous préjudicier aux Jeux africains », a-t-il fait savoir. Le président de la Fecoboxe a par ailleurs indiqué que cette performance, nantie d'une médaille d'or, une d'argent et une autre de bronze, est encourageante. Les athlètes congolais, selon lui, ont fait face aux adversaires surentraînés. Ils n'ont pas baissé les bras. En rappel, les boxeurs congolais viennent de participer à leur troisième compétition au-delà des frontières nationales depuis le début de l'année. Au Cameroun notamment, ils ont remporté une médaille d'or et une autre de bronze. Pour l'heure, les athlètes poursuivent leur préparation des onzièmes Jeux africains qu'ils livreront à domicile dans quasiment deux mois.

Rominique Nerplat Makaya